

La déclaration politique de l'Union sacrée indexe des évêques de la CÉNCO

Avaient-ils le monopole de la parole ? Dans la sous-région d'Afrique ou ailleurs, a-t-

on déjà vu des hommes d'église se comporter de cette façon face aux Autorités de leur pays ? Quand des évêques catholiques se rendent au Rwanda et

vantent le régime rwandais, connaissent-ils ce régime ? Le 23 juin 2026, la plate-forme présidentielle, l'Union Sacrée de la Nation a fait une déclara-

tion forte qualifiant les déclarations des évêques catholiques d'«actes de subversion dirigés contre les Institutions légitimes et démocratiquement éta-

blies», appelant «le peuple congolais à la mobilisation générale face à la manipulation afin de défendre jalousement sa souveraineté». *Page 4.*

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1667 | Lundi 29 juin 2026 | 20 pages €7 \$8

Congo

L'Indépendance, l'histoire racontée

Les Congolais savent-ils l'histoire de leur pays, la perpétuent-ils auprès de leurs enfants ? Savent-ils ce que Lumumba avait déclaré publiquement, solennellement à Léopoldville (Kinshasa), devant le Roi des Belges, Baudouin 1er, le 30 juin 1960, jour de la proclamation de l'Indépendance du pays, dans un discours improvisé et très applaudi ? Une gifle portée contre les Belges, contre leur roi. «Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons

subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres. Qui oubliera qu'à un Noir on disait «(tu)», non certes comme à un ami, mais parce que le «(vous)» honorable était réservé aux seuls Blancs. Nous avons connu que nos terres furent spoliées au nom des textes prétendument légaux qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort. Nous avons connu que la loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir : accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les



autres. Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques, ou croyances religieuses; exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort elle-même. Nous avons connu qu'il y avait dans les villes des maisons magnifiques pour les Blancs et des paillotes croulantes pour les Noirs, qu'un Noir n'était admis ni dans les cinémas, ni dans les restaurants, ni dans les magasins dits européens; qu'un Noir voyageait à même la coque des péniches, aux pieds du Blanc dans sa

cabine de luxe. Qui oubliera enfin les fusillades où périrent tant de nos frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'oppression et d'exploitation». D'où la haine absolue que les Occidentaux lui nourrissaient. Dans la soirée, il avait certes rôté mais les dés étaient jetés, son sort scellé. Savent-ils ce que Baudouin 1er avait dit aux Congolais ce jour-là ? «Votre tâche est immense et vous êtes les premiers à vous en rendre compte. Les dan-

gers principaux qui vous menacent sont: l'inexpérience des populations à se gouverner, les luttes tribales, qui jadis ont fait tant de mal et qui, à aucun prix, ne doivent reprendre, l'attraction que peuvent exercer sur certaines régions des puissances étrangères prêtes à profiler de la moindre défaillance [...] ». Ce qui nous arrive n'était-ce pas connu depuis une centaine d'années déjà, annoncé il y a une soixantaine d'années ? Qu'ont fait les Congolais depuis, qu'a fait l'élite congolaise ?

Pages 6, 7 et 8.

L'exploit historique des Léopards

Et un jour cela arriva. Sous le coach du Français Sébastien

Desabre et l'accompagnement stratégique du Gouvernement par la décision, la détermination, la vision du Président de la République, Chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le Congo marque son deuxième passage en coupe du monde et de la

plus belle manière. Après Houston, dans le Texas, cela arrive à Atlanta, la capitale et la plus grande ville de l'État de Géorgie, métropole dynamique du Sud, surnommée la « ville dans les arbres », celle qui mêle un héritage historique profond - le mouve-

ment des droits civiques - à une culture urbaine moderne, à une économie en plein essor et à un climat très doux. Les supporters congolais qui auraient dû se rendre par milliers aux États-Unis, qui ont vu les visas américains refusés à la suite de l'épidémie

d'Ebola, ont pu suivre sur leurs écrans cet exploit historique, 3-1 en faveur des Léopards qualifiés du coup pour les XVIèmes de finale du Mondial 2026. Tous les trois buts marqués à la reprise après une première mi-temps difficile, avouons-le. *Page 2.*



Le Parlement congolais en session extraordinaire

Suite à une requête du Gouvernement transmise par la Première ministre Judith Suminwa Tuluka, le Parlement congolais a été convoqué vendredi 26 juin 2026 en session extraordinaire par une décision du président de la Chambre basse, Aimé Boji Sangara Bamanyirue et par celle de la Chambre haute prise par son président Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge. Une session qui s'ouvre lundi 29 juin.

À l'Assemblée nationale comme au Sénat, vingt-six matières sont inscrites à cette session extraordinaire dominée par des textes portant à la gouvernance économique, aux infrastructures, à l'énergie, à l'agriculture, à la sécurité et aux investissements stratégiques. Le parlement examinera en priorité le projet de loi de finances rectificative destiné à ajus-



À g., les présidents Boji Sangara Bamanyirue (Chambre basse), à dr., Sama Lukonde Kyenge (Chambre haute). DR.

ter le budget de l'État aux nouvelles réalités économiques, aux impératifs de l'industrialisation et aux exigences du développement national.

TEXTES À EXAMINER.

Ci-après les textes qui seront examinés par les deux Chambres:

1. Projet de loi portant régime fiscal, pénal et d'encadrement des jeux d'argent et de hasard ;
2. Projet de loi de finances rectificative pour l'exercice 2026 ;
3. Proposition de loi portant principes fondamentaux relatifs à la recherche scientifique et technologique ;

4. Projet de loi relatif aux marchés boursiers ;
5. Projet de loi sur le contenu local ;
6. Projet de loi modifiant et complétant la loi sur la sous-traitance dans le secteur privé ;
7. Proposition de loi portant principes fondamentaux relatifs à la pêche et à l'aquaculture en RDC ;
8. Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de sécurité entre la RDC et la République de Turquie ;
9. Projet de loi autorisant la ratification de la création de la Banque de développement Shelter

10. Projet de loi autorisant la ratification d'un prêt de 200 millions de \$US de l'AFC pour le financement de la réhabilitation et de l'extension de l'aéroport international de Luano à Lubumbashi ;
11. Projet de loi autorisant un crédit couvert par Euler Hermes pour l'électrification rurale et périurbaine par mini-réseaux (75.115.000 d'euros) ;
12. Projet de loi autorisant une convention de crédit acheteur pour la construction d'un complexe hospitalier dans la ville nouvelle de Kinshasa d'un total de 133.179.000

- euros ;
13. Projet de loi autorisant un prêt de 70 millions de \$US de la BADEA pour le Programme d'appui au développement rural inclusif et résilient (PADRIR) ;
14. Projet de loi autorisant un prêt de 16 millions de \$US de la BADEA pour les incubateurs des PME agricoles (PIPMEA) ;
15. Projet de loi autorisant l'accord de partenariat économique global signé avec les Emirats arabes unis ;
16. Projet de loi portant ratification du nouvel accord international sur le cacao signé à Abidjan ;
17. Projet de loi portant financement du

- programme présidentiel pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes « Debout Jeunes Congolais » ;
18. Projet de loi relatif au développement du site hydroélectrique de Grand Inga ;
19. Projet de loi de programmation mili-

- taire 2027-2030 ;
 20. Proposition de loi sur le Fonds souverain ;
 21. Projet de loi portant révision du régime des zones économiques spéciales (ZES) ;
 22. Projet de loi modifiant la loi sur le régime fiscal et douanier applicable aux conventions de collaboration ;
 23. Projet de loi portant autorisation de la prorogation de l'état de siège dans certaines zones du pays ;
 24. Projet de loi portant statut des anciens combattants en République démocratique du Congo ;
 25. Projet de loi (intitulé non précisé dans la décision officielle).
- ALUNGA MBUWA ■

Conserver à tout prix les données stratégiques sur le territoire national

Après l'Open Access Data Center installé dans la capitale Kinshasa, il y a deux ans, le Congo se dote d'une nouvelle banque de données numériques. La cérémonie d'inauguration du super calculateur Lofoy a lieu samedi 27 juin, à Lubumbashi, capitale de la province du Haut Katanga.

Créée par l'Université Nouveaux Horizons, cette banque de données poursuit, avant tout, les objectifs de recherche scientifique. L'Université entend répondre à la question de la souveraineté numérique du Congo dès lors que la plupart des serveurs sont logés à l'étranger. C'est une salle climatisée qui abrite la banque de don-

nées numériques nommée Super Calculateur Lofoy, nom emprunté des plus hautes chutes d'Afrique, situées à 150 km de Lubumbashi. Sa capacité de calcul par minute est équivalente à celle de 300 ordinateurs mis ensemble.

TRENTE SERVEURS.

« Ce Data Center comprend au total 30 serveurs, et l'autre partie du serveur que vous voyez là-bas, c'est un rack qui prend cinq serveurs de stockage de données. Cela permet de faire des exercices sur l'intelligence artificielle », a déclaré l'ingénieur gestionnaire Trésor Amisi. Ce projet porté par l'Université Nouveaux Horizons de Lubumbashi vise à offrir une infrastructure fiable aux chercheurs. « On avait des doctorants qui étaient obligés d'ex-

porter leurs données. Si on avait une infrastructure (ici), ils traiteraient les données sur place, dans notre infrastructure et cela leur permettrait d'être plus créatifs, de lancer des projets de recherche avec les langues locales », explique le président du Conseil d'administration de l'Université, Diego Takizala qui a ouvert ses portes en octobre 2016.. Cette banque de données s'inscrit aussi dans une dynamique plus large, celle de conserver des données stratégiques congolaises sur le territoire national, explique, de son côté, le Professeur Antoine Bagula, doyen de la faculté d'informatique. « Nous avons beaucoup des données en Afrique et nous les faisons traiter par des compagnies étrangères. Et c'est très dangereux pour

notre souveraineté », a déclaré le doyen de la faculté d'informatique. Cette banque de données numériques sera aussi ouverte à d'autres institutions publiques et privées telles qu'à l'industrie minière. « À Lubumbashi, au cœur de l'une des plus importantes activités minières du monde, l'Université Nouveaux Horizons - UNH en sigle - est une initiative privée qui a pour but d'être une innovation dans le système universitaire en République Démocratique du Congo. Ses formations bilingues (français et anglais) permettront d'alléger l'approche pédagogique et didactique actuelle, tout en introduisant un système révolutionnaire, le schéma LMD (Licence, Master, Doctorat), à ses étudiants. Aussi, sa proximité avec les pays de l'Afrique

australe (région de la SADC) offrira à ses étudiants la possibilité de prospecter le monde des affaires des pays émergents. À l'UNH, vous bénéficierez d'un soutien académique de haut niveau. Issus de grandes universités internationales, nos professeurs et maîtres de conférences possèdent une expérience professionnelle très enrichissante. Leur désir de partager leurs connaissances fortifiera l'apprentissage des différentes matières dans les filières proposées. Nos intervenants disposent d'une grande expertise locale et internationale, indispensable pour harmoniser et faciliter les échanges dans un monde de plus en plus interconnecté », écrit le site UNK, Bienvenue à l'Université Nouveaux Horizons.

avec AGENCES ■

Historique exploite des Léopards

Les Léopards ont remporté dimanche 28 juin 2026 à Atlanta leur tout premier match de Coupe du monde face à l'équipe de l'Ouzbékistan et de la plus belle manière.

Pour la première fois, le pays se qualifie pour les XVIèmes de finale de cette compétition planétaire. La première mi-temps a été très difficile pour les hommes de Sébastien Desabre, noyés sous la pression des Ouzbèkes. Dès la première minute du jeu, ils encaissent un but annulé pour cause d'hors-jeu. Un signal fort de l'adversaire, qui a été négligé. A la dixième minute, Eldor Shomurodov frappe depuis le côté gauche de la surface de réparation à partir d'un angle fermé. Le ballon est dans le coin supérieur droit du filet de Lionel Mpasi. Malgré leur possession de balle élevée, les Congolais n'ont pas pu réduire la marque contraints d'aller aux vestiaires avec la charge de ce but matinal. Au retour, le onze de départ congolais

n'a pas été modifié. Cependant, la peur a changé de camp sur le terrain. Les Congolais maintiennent leur pressing dans le camp ouzbèke et obtiennent l'égalisation par un superbe tir de Brian Cipenga (53'). Ils alourdissent la marque par un penalty transformé par Yoane Wissa (68'). Après avoir opéré un triple changement tactique effectué par Sébastien Desabre (Samuel Moutoussamy sort et Ngal'ayel Mukau entre ; Brian Cipenga remplacé par Théo Bongonda ; Nathanaël Mbuku cède à Elia Meschack), dans le temps additionnel (90'+1), Y. Wissa signe son doublé qui rassure les Congolais. L'attaquant tente le but depuis l'extérieur de la surface de réparation et loge le ballon dans le coin inférieur droit du filet. Au coup final, le score est de 3-1 en faveur des Léopards qualifiés pour les XVIèmes de finale du Mondial 2026. Un exploit historique. La dernière participation du pays à cette compétition à 1974 qui n'avait vu les Léopards marquer aucun but en encaissant plusieurs.

avec AGENCES ■

Ebola, les États-Unis relèvent l'alerte à son plus haut niveau

Le Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC) a annoncé vendredi 26 juin le relèvement de sa réponse à l'épidémie d'Ebola à son niveau d'alerte le plus haut : le niveau 1.

Pour l'agence américaine, cette décision a été prise à la suite de l'ampleur prise par l'épidémie qualifiée désormais de deuxième plus importante jamais enregistrée au Congo et de troisième plus importante recensée dans le monde. Au Congo, le dernier rapport de situation de l'Institut national de santé publique fait état de 1.203 cas confirmés et 321 décès au 25 juin et cela, dans trois provinces désormais touchées. Le CDC a également évoqué le cas d'un soignant humanitaire contaminé sur le terrain et aujourd'hui isolé en France, sans à ce jour transmission communautaire constatée. Le CDC maintient que le risque pour les États-Unis reste faible. Contrairement à ce que son nom pourrait suggérer, le passage au « niveau 1 » n'est pas une alerte sanitaire adressée à la population. C'est une

procédure interne au CDC qui détermine le degré de mobilisation de l'agence elle-même. Le Dr Satish Pillai qui dirige la riposte Ebola du CDC, la décrit ce niveau comme « un ordre de mobilisation maximale du personnel et des ressources », à l'échelle de l'ensemble de l'agence et non plus seulement de l'équipe, jusqu'ici dédiée à cette épidémie. Sur le nombre de personnes que ce relèvement va mobiliser, le chiffre exact « variera en fonction de l'évolution de l'épidémie », mais l'agence aura désormais « accès au personnel de toute l'agence ». Ce relèvement est aussi signe que la direction du CDC « prend la situation au sérieux ».

PLUS GRANDES FLAMBÉES HISTORIQUES.

Pour justifier ce relèvement, Satish Pillai s'est appuyé sur une modélisation récemment publiée par le CDC. Selon cette modélisation, des interventions de santé publique rapides et soutenues sont nécessaires pour éviter que l'épidémie actuelle ne dépasse, en ampleur, deux précédents majeurs : les grandes flambées ouest-africaines de 2014 à 2016, et l'épidémie qui a touché le Nord-Kivu, entre 2018 et 2020.

Le CDC situe ainsi l'épidémie en cours au deuxième rang des plus importantes jamais enregistrées au Congo, et au troisième rang mondial. L'agence précise que le nombre de cas devrait continuer à augmenter « pendant un certain temps ». Le dernier rapport de situation du Centre d'opérations d'urgence de santé publique (COUSP-RDC) et de l'Institut National de Santé Publique (INSP) daté du 25 et publié le 26 juin, permet de mesurer plus précisément où en est l'épidémie sur le terrain. Le taux de létalité global s'établit à 26,7 %. Trois provinces sont désormais touchées, l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, pour un total de 34 zones de santé affectées sur les 104 que compte ce territoire. L'Ituri concentre l'essentiel de l'épidémie, avec 91,1 % des cas et 81,9 % des décès. Trois zones de santé y rassemblent l'essentiel des malades, à savoir Bunia (323 cas), Rwampara (258 cas) et Mongbwalu (250 cas). Mais la sévérité y varie fortement. La létalité atteint 19,8 % à Bunia et 16,7 % à Rwampara, contre 43,6 % à Mongbwalu, soit 109 décès pour 250 cas. Le rapport relie cet écart à des difficultés persistantes dans

la prise en charge précoce et l'accès aux soins, et non à une différence de souche virale. Avec 104 cas et 57 décès, le Nord-Kivu affiche la situation la plus préoccupante en termes de gravité: une létalité de 54,8 %, portée notamment par les zones de santé de Katwa (62,9 %), Beni (59,1 %) et Oicha (66,7 %). Le Sud-Kivu, à l'inverse, n'a enregistré aucun cas confirmé depuis le 26 mai, ce qui suggère, selon le rapport, une absence de transmission récente dans cette province. L'épidémie, due au virus Ebola-Bundibugyo, a été déclarée officiellement le 15 mai par le ministre congolais de la Santé publique, Roger Kamba Mulamba. Son point de départ se situe dans la zone de santé de Mongbwalu, dans le territoire de Djugu, à 70 kms de Bunia, une zone marquée par la présence de groupes armés, des mouvements fréquents de population vers l'Ouganda et de nombreux chantiers miniers artisanaux. Les trois provinces touchées comptent une population totale estimée à près de 15 millions d'habitants. Parmi les difficultés que le rapport identifie lui-même figurent une capacité d'accueil proche de la saturation dans les

centres de traitement d'Ituri (89,8 % d'occupation), un suivi des contacts inférieur à l'objectif fixé (82,8 % contre une cible de 95 %), un retard d'analyse au laboratoire du Nord-Kivu, 78 cas de contamination chez le personnel soignant dont 18 décès et un déficit de financement chiffré à 20 millions de \$US. Le rapport signale aussi que 17 cas confirmés restent en attente de rattachement à une zone de santé précise. Le geste du CDC américain ne crée pas une alerte inédite, mais s'ajoute plutôt à des dispositifs déjà actifs. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) avait déclaré, à la mi-mai, une urgence de santé publique de portée internationale. Africa CDC avait, de son côté, activé sa propre urgence de sécurité sanitaire continentale. Le relèvement américain est une mesure de mobilisation interne à l'agence des États-Unis qui ne remplace ni ne modifie ces classifications antérieures. Dr Satish Pillai est revenu sur le cas, largement médiatisé, d'un soignant humanitaire contaminé au Congo et aujourd'hui pris en charge en France. Selon les autorités françaises, citées par le CDC, cette personne a si-

gnalé ses symptômes dès son arrivée sur le territoire français et a été immédiatement placée en isolement. Les enquêtes de santé publique et le traçage des contacts ont été lancés sans délai. Le CDC précise qu'aucune indication de transmission communautaire n'est, à ce stade, associée à ce cas et qu'aucune exposition de citoyens américains n'a été signalée. L'agence maintient son évaluation, à savoir que le risque pour les États-Unis demeure faible. Le Dr Kevin Chatham-Stephens, directeur adjoint de la gestion des incidents pour la préparation aux situations d'urgence aux États-Unis, a rappelé que le CDC et les services de santé étatiques et locaux ont déjà géré des cas de fièvre hémorragique virale, dont un cas de fièvre de Lassa, en 2024, et se sont préparés à d'éventuels cas d'Ebola lors de l'épidémie survenue au Congo l'année précédente. Le CDC a notamment mis à jour ses recommandations pour les voyageurs en provenance des zones touchées et mis en place une consultation clinique disponible 24 heures sur 24 pour les médecins confrontés à un cas suspect. Sur le plan financier, interrogé sur les fonds supplémen-

taires demandés par la Maison Blanche, Dr Satish Pillai a renvoyé vers le Bureau de la gestion et du budget pour le détail, tout en confirmant que le CDC a obtenu plus de 100 millions de \$US issus du fonds de préparation à la réponse rapide aux maladies infectieuses, destinés à couvrir l'ensemble des volets de la riposte : surveillance, tests de laboratoire, prévention des infections et opérations sanitaires aux frontières. Sur le personnel déployé, il a donné, en réponse à des questions distinctes, plusieurs chiffres qui ne peuvent être additionnés mécaniquement. À l'une des questions, il a mentionné une centaine de personnes au total au niveau national et international, dont 24 en permanence au Congo et près de 100 en Ouganda. Dix-neuf personnes ont été déployées à l'étranger et 25 épidémiologistes de terrain formés par le CDC sont actuellement actifs dans des régions du Congo où le personnel gouvernemental américain ne peut se rendre. Il a aussi rappelé que le CDC a formé, au cours de 20 ans de présence continue dans le pays, près de 1.000 épidémiologistes de terrain congolais.

PATIENT LIGODI ■

Surveillance renforcée à N'Djili-Aéro

Al'Aéroport International de N'Djili, la surveillance des passagers en provenance des zones affectées par le virus Ebola a été renforcée par les services sanitaires.

« Concrètement, nous établissons une liste préalable des personnes revenant des zones touchées par l'épidémie, notamment l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Cette liste est ensuite transmise aux différents services concernés, en particulier à la Direction Générale de Migration (DGM) », a déclaré Mireille Lembwadio,

coordinatrice provinciale au Programme national de l'hygiène aux frontières (PNHF), service public de surveillance des épidémies aux frontières du pays. Elle a indiqué que, grâce à son système d'information, la DGM est en mesure, comme dans d'autres situations nécessitant des restrictions de déplacement, d'identifier ces personnes et de leur interdire de voyager pendant la période requise. « Dès leur arrivée à Kinshasa, les voyageurs sont clairement informés de cette mesure. Il ne s'agit nullement de leur cacher une information, mais au contraire, de les sensibiliser en amont.

Nous leur expliquons qu'à leur arrivée dans une zone non épidémique, ils ne pourront pas effectuer de voyage international pendant 21 jours » et, durant cette période, les passagers font l'objet d'un suivi sanitaire. « Si, au terme de cette observation, ils ne présentent aucun symptôme, ils seront autorisés à voyager. En revanche, si des symptômes apparaissent ou si la maladie est confirmée, les passagers devront être pris en charge conformément aux protocoles sanitaires en vigueur, avant d'observer, une fois guéris, une nouvelle période de surveillance de vingt et un jours ».

Mireille Lembwadio a salué la coordination multi sectorielle impliquant dans le cadre de cette opération, la DGM, la Régie des Voies Aériennes (RVA), la police des frontières, les Forces armées ainsi que l'ensemble des services concernés. Ces services disposent des mêmes informations grâce à un système interne de gestion et de partage des données. Et les personnes soumises à cette restriction sont facilement identifiées et empêchées d'effectuer un voyage à l'étranger. Le ministère de la Santé a la capacité de recouper ces informations par le système d'encodage de la fiche sani-

taire du voyageur. Un dispositif qui permet, dès les premières étapes du processus, d'informer le voyageur qu'il n'est pas autorisé à voyager s'il revient d'une zone épidémique. « Certaines personnes nous demandent parfois s'il leur est permis de retourner en Ituri plutôt que de rester à Kinshasa, notamment en raison du coût de la vie. La réponse est oui. Toutefois, si elles retournent dans une zone épidémique, le délai de 21 jours recommencera intégralement à courir à partir de leur prochain retour dans une zone non touchée par l'épidémie », a-t-elle fait remarquer. « Il est essentiel que cette

mesure soit comprise dans la mesure où elle est contraignante mais relève avant tout d'une démarche de prévention. Il est préférable d'agir de manière proactive aujourd'hui plutôt que d'attendre une augmentation du nombre de cas avant de réagir », a insisté Mireille Lembwadio. La reprise rapide des vols d'Air France interrompu depuis deux jours est un élément rassurant. Pendant les deux jours de suspension, la compagnie a pris le temps de mieux comprendre les mesures sanitaires mises en place, mais également de les évaluer à travers les opérations assurées par d'autres compagnies

partenaires. À l'issue de l'évaluation de la situation, il a été conclu que les dispositifs de contrôle étaient effectivement en place, d'où la nécessité de renforcer ces mesures et de veiller à leur application avec davantage de rigueur. « L'objectif n'est pas de compliquer le voyageur, mais de garantir que toutes les mesures de prévention soient effectivement respectées par chaque passager, sans exception. Chaque voyageur est désormais tenu remplir sa fiche sanitaire et de se soumettre à l'ensemble des contrôles prévus avant de poursuivre son parcours de voyage », a déclaré Mme Lembwadio.

La déclaration politique de l'Union Sacrée de la Nation qui indexe des évêques



Une salle Fleuve Congo Hôtel pleine à craquer de députés, sénateurs, présidents de partis politiques et de regroupements membres USN. DR.

L'Union Sacrée de la Nation a suivi avec indignation et condamne avec la dernière énergie la déclaration faite par quelques Evêques catholiques, en date du 20 juin 2026, au nom de la CÉNCO, concernant la question du changement de la Constitution.

Tout en reconnaissant à chaque citoyen congolais le droit de participer au débat démocratique sur la réforme constitutionnelle, l'Union Sacrée de la Nation relève néanmoins que cette déclaration n'est rien d'autre qu'un acte de subversion dirigé contre les Institutions légitimes et démocratiquement établies.

En effet, il est regrettable de constater que ces Evêques utilisent dans leur diatribe plusieurs propos incitant manifestement au soulèvement populaire et au renversement de l'ordre constitutionnel.

L'Union Sacrée de la Nation rappelle que la République Démocratique du Congo est un État laïc. À ce titre, quelques Evêques de la CÉNCO en accointance avec Messieurs Joseph Kabila et Paul Kagame et leurs supplétifs du M23 ne peuvent s'attribuer le monopole de la vérité ni de la raison sur la question vitale qui engage notre destin commun.

L'Union Sacrée de la Nation demande aux Evêques concernés de faire preuve de retenue afin de favoriser le référendum qui permettra au peuple souverain de

se prononcer librement sur son avenir politique et de privilégier la paix.

Quelques Evêques de la CÉNCO ne peuvent se substituer ni aux institutions de la République ni au Peuple congolais souverain, encore moins à l'ensemble des Chrétiens catholiques. Dans la même perspective, l'Union Sacrée de la Nation exhorte les institutions de la République à poursuivre inlassablement leurs missions constitutionnelles, notamment la consolidation de l'unité nationale, la sauvegarde de l'intégrité territoriale et le rétablissement de la paix sur toute l'étendue du territoire national.

Par ailleurs, l'Union Sacrée de la Nation appelle le peuple congolais à la vigilance et à la mobilisation générale face à la manipulation afin de défendre jalousement sa souveraineté.

En définitive, Nous membres de l'Union Sacrée de la Nation, en communion avec notre peuple, réaffirmons notre engagement pour le changement de la Constitution et réitérons notre soutien indéfectible et notre loyauté à Son Excellence Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République, Chef de l'État et Haute Autorité politique de l'Union Sacrée de la Nation.

Fait à Kinshasa, le 23 juin 2026
Pour l'Union Sacrée de la Nation,
Les membres ■

Prenez-le dans les librairies du monde

Trouvez votre exemplaire à la fnac.com ou chez amazon.com

**Quand un acteur politique majeur
de l'intérieur dévoile les arcanes du pouvoir congolais**



Parution le 22 janvier 2026. Format 140x210 mm, 448 pages, 20€ TTC contact presse : Anne Testuz anne@atestuz.com tél : 0664190065
Éd. © Le Cherche-Midi, 92 avenue de France, 75013, Paris seviceclients@lisez.com Composition : Facompo Dépôt légal : Janvier 2026 ISBN 978-2-7491-8537-8

L'Indépendance, l'histoire racontée

Les Congolais connaissent-ils l'histoire de leur pays, la perpétuent-ils à leurs enfants?

Savent-ils ce que Patrice Lumumba avait déclaré publiquement, solennellement devant le Roi Baudouin, le 30 juin 1960, jour de la proclamation de l'Indépendance du pays ? Une gifle portée contre les Belges, contre leur roi. D'où la haine absolue qu'il inspirait aux Occidentaux. Dans la soirée, il avait certes rétropédalé mais les dés étaient jetés, son sort scellé.

Savent-ils ce que Baudouin 1er avait dit aux Congolais ce jour-là, peu avant Lumumba ? « Les dangers principaux qui vous menacent sont : l'inexpérience des populations (...), les luttes tribales (...), l'attraction que peuvent exercer sur certaines régions des puissances étrangères prêtes à profiler de la moindre défaillance [...] ». Ce qui arrive au pays aujourd'hui n'était-ce pas connu depuis une certaine d'années déjà, annoncé il y a soixante-six ans ? Qu'ont donc fait les Congolais, qu'a fait l'élite congolaise. Devoir de mémoire...

Les incidents survenus le 4 janvier 1959, à la suite de l'annulation du meeting de Joseph Kasavubu à la Place Young men Christian Association (YMCA), obligent le royaume de Belgique à accorder stratégiquement et de manière insoupçonnée l'indépendance au Congo-Léopoldville. Que se cache-t-il derrière cette étonnante spontanéité de libérer un peuple après 80 ans d'une domination et d'une exploitation sans commune mesure ?

Les Congolais tombent sous les balles de l'Armée coloniale.

Les Congolais en ont assez de l'asservissement de l'autorité coloniale. Ils attendent une occasion pour l'exprimer ouvertement. Il est sûrement écrit quelque part que cet événement arriverait au moment le plus inattendu. Contre toute attente c'est le 4 janvier 1959 qu'il survient. C'est à cette date que l'empire colonial belge est ébranlé sur ses bases. Et l'histoire coloniale belge est bas-



La gifle de Lumumba contre le roi des Belges. DR.

culée. En effet, Joseph Kasavubu, leader de l'Alliance Bakongo (ABAKO) a prévu de s'adresser à ses partisans à la Place YMCA. Mais, alors que ces derniers s'y pointent, ils apprennent que le meeting vient d'être annulé à la toute dernière minute par l'autorité coloniale.

Cette décision malencontreuse ne peut que provoquer la colère de la foule qui refuse de se disperser. L'événement coïncide avec la défaite de V.Club (0 à 3) face à Mikado au stade Baudouin. Les supporters de l'équipe vaincue regagnent leurs quartiers respectifs la gorge serrée. Ceux qui empruntent la voie passant devant la Place YMCA rencontrent une foule surexcitée. Ayant contenu la colère depuis le stade, ils vont se dévouler en se mêlant au mouvement.

Comme un seul homme, militants de l'ABAKO et fanatiques de V.Club, dont le nombre s'élève à environ 35.000 personnes, se livrent aux casses et à la mise à sac des magasins et des boutiques appartenant aux Blancs dans les quartiers Focombel. La foule de manifestants, grossissant sans cesse, marche sur la ville européenne ou des églises sont touchées. Cela provoque la peur chez les expatriés, si bien que la police intervient pour assurer leur protection. Mais la présence des forces de l'ordre sur le terrain ne dissuade pas pour autant les manifestants, déterminés à obtenir gain de cause. L'ampleur de la violence est telle qu'on tire à balles réelles, faisant des morts et des blessés. Léopoldville vit un véritable cauchemar en cette journée du 4 janvier. C'est dans la nuit profonde qu'une espèce d'accalmie va être constatée mais la peur demeure.

Informée, la métropole envoie une équipe

d'enquête en vue de déterminer les responsabilités. Certains leaders de l'ABAKO sont mis aux arrêts. Des mesures qui n'étouffent guère les ambitions des Congolais de plus en plus grandisantes. Sans doute craignant le syndrome algérien, qui aura contraint la France à faire déplacer un contingent de 500.000 hommes en Algérie, le roi Baudouin, d'abord, puis le gouvernement belge feront des déclarations promettant l'indépendance.

La Belgique, doit-on le signaler, ne dispose pas d'une armée aussi pléthorique que celle de la France pour organiser une telle opération. En outre, il existe dans sa Constitution un article qui lui interdit d'envoyer des miliciens au Congo. L'opinion belge, le parti socialiste, les syndicats chrétiens n'admettraient jamais le départ au Congo des régiments chargés d'une action répressive.

Il faut trouver un accord avec les représentants congolais les plus en vue sur un programme qui pourrait conduire à l'indépendance. Jonglant avec le panier à crabes, Van Hemelryck, ministre du Congo belge modéré, parviendra à « obtenir » l'adhésion de tous les leaders congolais sur un plan qui accordera l'indépendance à la colonie de manière progressive. Mais les tractations souterraines menées par la Belgique pour amener à Bruxelles des apprivoisés prouvent que l'intention du colonisateur était loin de celle qui ferait croire que ses intentions étaient bonnes.

La Table ronde de Bruxelles oriente le Congo belge vers l'indépendance.

Janvier 1960, le colonisateur a sorti de derrière le fagot une stratégie singulière, celle de désigner des participants à

une table ronde lesquels devront rallier la capitale du royaume de Belgique. Il s'agit de certains évolués étiquetés, de chefs coutumiers acquis à sa cause, à côté de quelques remuants congolais tenus à l'oeil qui s'agitent pour la lutte pour l'indépendance. Le 20 du mois commencent les travaux de la grande réunion qui tient lieu des négociations en vue de l'accession à la souveraineté internationale. De ces assises, il ressort que la date du 30 juin est retenue pour le grand événement. Celui-ci devra être précédé par des élections (législatives et présidentielles). Un gouvernement, dirigé par un premier ministre issu de la majorité, sera mis sur pied. Outre les ministres de la majorité, il sera constitué par des leaders de grandes formations politiques.

Le Mouvement national congolais (MNC) de Patrice-Émery Lumumba a le vent en poupe. Il obtient, au cours des législatives de mai 1960, la majorité relative en raflant 41 sièges sur les 137 qui constituent le premier parlement congolais. Lumumba, en tant que chef de la majorité parlementaire, est désigné pour former le gouvernement qui prêterait serment le 22 juin. Joseph Kasavubu, élu président de la République avec le soutien des affidés de Lumumba, aura la charge d'exercer les fonctions de chef de l'État pour une durée de cinq ans.

Au cours de son séjour à Bruxelles, Patrice-Émery Lumumba a découvert un jeune journaliste, nommé Mobutu. C'est l'assiduité de ce chevalier de la plume lors de ses conférences de presse, semble-t-il, qui l'a fort marqué. Il décidera d'en faire naïvement son secrétaire particulier d'autant que ce dernier affirme être un militant du MNC.

Patrice-Émery Lumumba « offense » Sa majesté le roi des Belges.

Le 29 juin 1960, le roi Baudouin arrive à Léopoldville en prévision de la fête de l'indépendance qui aura lieu le lendemain. C'est son deuxième voyage dans la capitale congolaise après celui de 1955. L'ambiance n'est pas aussi amicale que cinq années plus tôt. Cette fois-ci, les Congolais, se rappelant certai-

nement le massacre de l'année dernière, vouent une haine à l'homme belge. Même si le devoir de bon citoyen ne les autorise pas à afficher un comportement indigne à l'endroit de l'hôte de marque, surtout que la Belgique a décidé d'accorder l'indépendance, il va se passer une scène insolite à l'entrée de la grande avenue située non loin de la gare.

En effet, pendant que le cortège s'ébranle sous les applaudissements d'un grand public et les flashes des photographes, un homme, habillé en costume arboré d'une jolie cravate, sort brusquement de la foule et se dirige vers la voiture découverte qui transporte Baudouin 1er et Kasavubu. Il tire incroyablement du fourreau le sabre doré - symbole de l'autorité - suspendu à la ceinture du souverain belge et l'emporte. Une manière de montrer que le Congolais est devenu libre en cette fin du mois de juin 1960.

Ce qui vient de se produire est un affront qu'aucune autorité belge n'avait subi au cours de l'histoire coloniale. Bizarrement, le roi n'y réagit pas. Il est resté debout et a continué de saluer la foule comme si de rien n'était. Mais après lui, les soldats noirs et blancs se lancent à l'assaut de cet audacieux homme en mal du sensationnel et de glorieux. Au terme de mille et un efforts, ils le neutralisent et l'embarquent dans une jeep.

D'après des informations en provenance du camp Léopold, où il a été amené et entendu sur procès-verbal, le téméraire voleur du sabre s'appelle Ambroise Boïmbo. C'est un démobilisé de la Force publique. Originaire de Monkoto, dans la province de l'Équateur, il réside à Léopoldville sur l'avenue Kigoma n°144. Il n'avait pas l'intention de causer du tort à Baudouin 1er, mais voulait plutôt faire voir que le Congolais avait arraché le pouvoir au Blanc. Car dans l'armée, a-t-il fait savoir, l'épée symbolise l'autorité et n'est portée que par un chef.

Le souverain belge, qui a compris la vraie intention de son « agresseur », va intimer l'ordre de le relâcher. Cependant, la scène vécue sur le boulevard n'aura été qu'un prélude à la « bombe » qui va éclater le 30 juin, pendant la cérémonie.

Dans la grande salle du Palais de la Nation, l'assistance est conviée à suivre deux allocutions : celles du roi et du président de la République tel que prévu par le protocole. Dans la première, le souverain belge rend hommage au génie du roi Léopold II qui a conçu et entrepris une jolie œuvre avec un courage tenace, œuvre que la Belgique allait poursuivre avec persévérance. Il y manifeste de manière insidieuse son inquiétude quant à l'incapacité des Congolais à se gouverner et à s'unir : « L'indépendance du Congo constitue l'aboutissement de l'œuvre conçue par le génie du roi Léopold II, entreprise par lui avec un courage tenace et continuée avec persévérance par la Belgique [...] ». Votre tâche est immense et vous êtes les premiers à vous en rendre compte. Les dangers principaux qui vous menacent sont : l'inexpérience des populations à se gouverner, les luttes tribales, qui jadis ont fait tant de mal et qui, à aucun prix, ne doivent reprendre, l'attraction que peuvent exercer sur certaines régions des puissances étrangères prêtes à profiler de la moindre défaillance [...] ».

Dans la seconde allocution, Joseph Kasavubu témoigne sa reconnaissance à l'égard de la Belgique, ancienne métropole du Congo, grâce à laquelle les populations, qui jadis se sentaient peu proches les unes des autres, mais ont fini par se rapprocher : « Au moment solennel où la République du Congo se présente au Monde et à l'histoire pleinement indépendante et souveraine, au moment où nous ressentons intensément le caractère irrévocable et définitif du pas que nous franchissons, nous ne pouvons pas nous empêcher de mesurer la gravité de nos responsabilités et, dans une attitude de profonde humilité, de demander à Dieu qu'il protège notre peuple et qu'il éclaire tous ses dirigeants [...] ». Bon nombre de populations vivant aux confins de ce vaste pays se sentaient peu proches les unes des autres. Vous avez bien voulu rappeler, Sire, combien le progrès des moyens de déplacement contribua heureusement à enserrer le pays

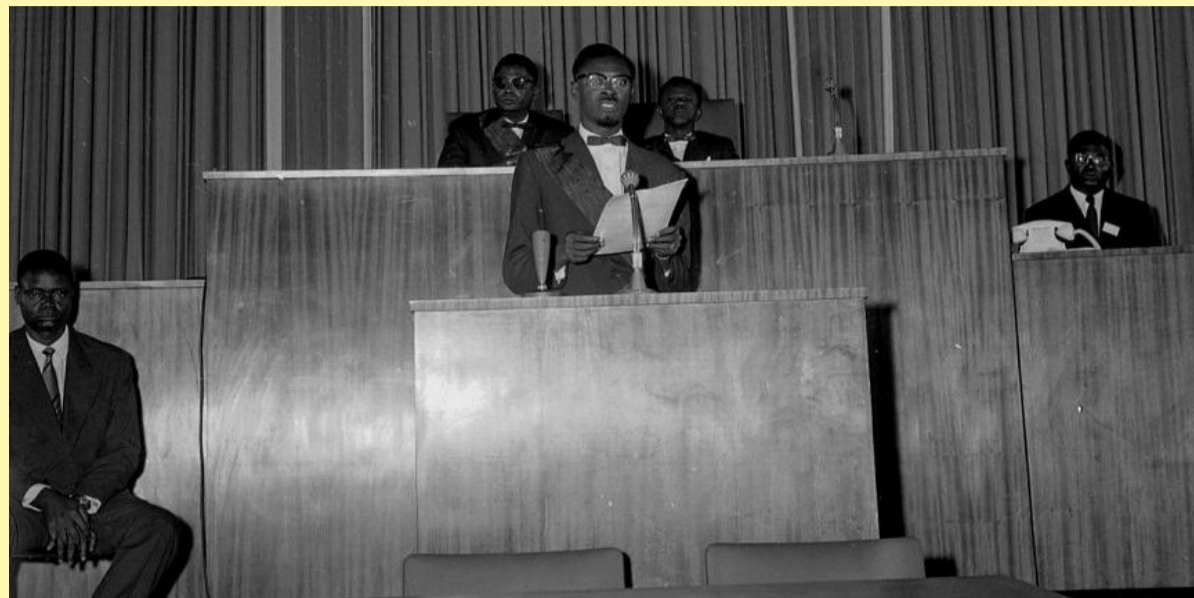
(suite en page 7).

L'inattendue bombe que lâche Lumumba sur Baudouin 1er scelle son sort

(suite de la page 6).

dans un réseau d'échange qui servit aussi et grandement à rapprocher les hommes [...] Sire, la présence de votre Auguste Majesté aux cérémonies de ce jour mémorable constitue un éclatant et un nouveau témoignage de votre sollicitude pour toutes ces populations que vous avez aimées et protégées. Elles sont heureuses de pouvoir dire aujourd'hui à la fois leur reconnaissance pour les bienfaits que Vous et Vos illustres prédécesseurs leur avez prodigués et leur joie pour la compréhension dans laquelle Vous avez rencontré leurs aspirations [...] ».

Le ton de ces doux et conciliants messages que Patrice-Émery Lumumba avait certainement (déjà) lus en copie, grâce au concours d'un ami belge, n'est pas de nature à plaire à n'importe quel citoyen ayant enduré un humiliant traitement pendant plusieurs années. Et, ne pouvant se contenir, le premier ministre improvise un discours en guise de réplique. Au-delà de la mise au point qu'il entend faire, son allocution sera une véritable gifle à l'endroit des Belges, à commencer par leur roi. En effet, sur un ton cassant, il s'adresse directement aux Congolais faisant fi de la présence de l'hôte de marque dans la salle et fait le contre-bilan de la colonisation. Il dénonce les injustices, les insultes, les humiliations et d'autres formes des méchancetés dont les Congolais avaient fait l'objet : «... À vous tous, mes amis, qui avez lutté sans relâche à nos côtés, je vous demande de faire de ce 30 juin 1960 une date illustre que vous garderez inéfaçablement gravée dans vos cœurs, une date dont vous enseignerez avec fierté la signification à vos enfants pour que ceux-ci à leur tour fassent connaître à leurs fils, et leurs petits-fils l'histoire glorieuse de notre lutte pour la liberté. Car cette indépendance du Congo, si elle est proclamée aujourd'hui dans l'entente avec la Belgique, pays ami avec qui nous traitons d'égal à égal, nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier cependant que c'est par la lutte qu'elle a été conquise (*applaudissements*), une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang. Cette lutte, qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en



Patrice Lumumba prononce un violent discours imprévu contre les Belges. DR.

sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes, car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous était imposé par la force [...]. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres. Qui oubliera qu'à un Noir on disait «(tu)», non certes comme à un ami, mais parce que le «(vous)» honorable était réservé aux seuls Blancs. Nous avons connu que nos terres furent spoliées au nom des textes prétendument légaux qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort. Nous avons connu que la loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir : accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres. Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques, ou croyances religieuses; exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort elle-même. Nous avons connu qu'il y avait dans les villes des maisons magnifiques pour les Blancs et des paillotes croulantes pour les Noirs, qu'un Noir n'était admis ni dans les cinémas, ni dans les restaurants, ni dans les magasins dits européens; qu'un Noir voyageait à même la coque des péniches, aux pieds du Blanc dans sa cabine de luxe. Qui oubliera enfin les fusillades où périrent tant de nos frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'oppression et d'exploitation (*applaudissements*). Tout cela, mes frères, nous en avons souffert. Mais tout cela aussi, nous que le vote de vos représentants élus a agréé pour diriger notre cher pays, nous qui avons souffert dans notre corps et dans notre cœur de l'oppression colonialiste, nous vous le disons haut, tout cela est désormais fini [...]. Nous

allons établir ensemble la justice sociale et assurer que chacun reçoive la juste rémunération de son travail (*applaudissements*). Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté et nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique tout entière. Nous allons veiller à ce que les terres de notre patrie profitent véritablement à ses enfants. Nous allons revoir toutes les lois d'autrefois et en faire de nouvelles qui seront justes et nobles. Nous allons mettre fin à l'oppression de la pensée libre et faire en sorte que tous les citoyens jouissent pleinement des libertés fondamentales prévues dans la déclaration des Droits de l'Homme (*applaudissements*). Nous allons effacer efficacement toute discrimination quelle qu'elle soit et donner à chacun la juste place que lui vaudra sa dignité humaine, son travail et son dévouement au pays. Nous allons faire régner non pas la paix des fusils et baïonnettes, mais la paix des cœurs et des bonnes volontés (*applaudissements*). «[...] Je demande à la minorité parlementaire d'aider mon Gouvernement par une opposition constructive et de rester strictement dans les voies légales et démocratiques. Je vous demande à tous de ne reculer devant aucun sacrifice pour assurer la réussite de notre grandiose entreprise. Je vous demande enfin de respecter inconditionnellement la vie et les biens de vos concitoyens et des étrangers établis dans notre pays. Si la conduite de ces étrangers laisse à désirer, notre justice sera prompte à les expulser du territoire de la République. Si par contre leur conduite est bonne, il faut les laisser en paix, car eux aussi travaillent à la prospérité de notre pays. L'indépendance du Congo marque un pas décisif vers la libération de tout le continent africain (*applaudissements*).

Voilà, Sire, Excellences, Mesdames, Messieurs, mes chers Compatriotes, mes frères de lutte, ce que j'ai voulu vous dire au nom du gouvernement en ce jour magnifique de notre indépendance complète et souveraine (*applaudissements*). Notre Gouvernement fort, national, populaire, sera le salut de ce pays. J'invite tous les citoyens congolais, hommes, femmes et enfants, à se mettre résolument au travail en vue de créer une économie nationale prospère qui consacrerait notre indépendance économique. Hommage aux combattants de la liberté nationale ! Vive l'indépendance et l'Unité africaine ! Vive le Congo indépendant et souverain ! (*Applaudissements prolongés*)». C'est un discours de défis aussi ! Un discours programme qui déclenche des ovations nourries. Les plus zélés des Congolais sont excités et affichent des attitudes triomphalistes. Cependant, il a jeté le froid sur les officiels belges, visiblement tétanisés. La brillante intervention vaut au premier ministre ovations certes mais est le signe avant-coureur de sa mort. Lumumba a offensé le roi. L'un des articles de la Constitution belge ne stipule-t-il pas que la personne du roi est sacrée ? Pendant que le chef du gouvernement congolais jouait son numéro, Baudouin Ier, l'air surpris, parlait à l'oreille de Kasavubu. Il voulait certainement savoir si le protocole avait approuvé pareille chose. Certaines personnalités congolaises présentes au Palais de la Nation - les proches du premier ministre particulièrement - affirment avoir eu vent du texte que prononcerait à l'improviste Lumumba, mais que ce n'était pas celui-là. D'où serait-il venu ce fameux texte et qui en serait l'auteur ? Le roi Baudouin, ulcéré, menace de retourner à Bruxelles aussitôt après la cérémonie, question

de ne pas subir un nouvel affront. Mais, ses hôtes l'en dissuadent, lui promettant de contraindre l'auteur de l'incident de prononcer une nouvelle allocution au cours du banquet prévu le soir, et ce, en guise de réparation.

Le texte de ce discours, dont la rédaction aura sans doute connu la participation de plusieurs mains, est plutôt conciliant et raisonnable, comme on peut le constater : « Sire, Excellences. Au moment où le Congo accède à l'indépendance, le gouvernement tout entier tient à rendre un hommage solennel au Roi des Belges et au noble peuple qu'il représente pour l'action accomplie ici en trois quarts de siècle. Car, je ne voudrais pas que ma pensée soit mal interprétée (*applaudissements*). Le Chef de l'État se recueillera avec Sa Majesté le Roi devant les tombes des pionniers comme devant la statue de Léopold II, premier souverain de l'État indépendant du Congo (*applaudissements*). Depuis leur époque s'est édifiée une ville dont nous sommes fiers, que Messieurs les membres des délégations étrangères ont pu admirer et qui n'est qu'un aspect du Congo moderne. Ces réalisations magnifiques, qui font aujourd'hui la fierté du Congo indépendant et de son gouvernement, c'est aux Belges que nous le devons (*applaudissements*). Au Congo, la Belgique a reconnu l'indépendance sans retard et sans restriction, une indépendance complète et totale. Nous souhaitons que cette politique réaliste, qui fait aujourd'hui l'honneur de la Belgique à travers le monde entier, aboutisse à une collaboration durable et féconde entre deux peuples indépendants, souverains, égaux, mais liés par l'amitié. Je lève mon verre à la santé du Roi des Belges (*applaudissements*). Vive le Roi Baudouin, Vive la Belgique, Vive le Congo indépendant ». Ce nouveau discours du chef du gouvernement, quoique conciliant et courtois, ne suffit pas pour effacer complètement le camouflet infligé à Sa Majesté le roi des Belges. Les dés sont déjà jetés et le sort de Lumumba scellé. La Belgique donnera un exemple fort aux hommes politiques congolais dans le châtiement infligé à leur téméraire leader.

Le premier ministre limoge le général belge Émile Jans-

sens.

Dans les milieux militaires belges, la colère est à son comble. On s'en rend compte lorsque, le 4 juillet à 8:00', le général Émile Janssens lance aux soldats sur un ton sec et ferme : «Après l'indépendance égale avant l'indépendance!». Cette «équation» entraîne une réaction immédiate de la part des hommes en uniforme qui exigent l'africanisation des cadres et le départ de l'auteur de la phrase provocatrice. Le 5 juillet, le premier ministre décide d'éteindre le feu en s'adressant personnellement aux troupes. Malheureusement, son message ne convainc personne. Les hommes de troupe n'entendent en aucun passage de son propos le limogeage de Janssens. Aussi quittent-ils leurs cantonnements pour se répandre dans la ville, sans armes mais en brandissant leurs ceinturons. Pour calmer les esprits, Patrice-Émery Lumumba retire le commandement de la Force publique à l'officier belge et procède à l'africanisation des cadres au sommet. Victor Lundula, qui avait évolué pendant la Seconde Guerre mondiale comme auxiliaire médical, est nommé commandant en chef de l'armée ; Joseph-Désiré Mobutu, qui avait été pendant quelques années sergent-comptable dactylographe, est élevé au grade de colonel. On lui confie les fonctions de chef d'état-major avec comme mission la réorganisation de l'armée. Justin Kokolo, l'un des rares Congolais à avoir atteint le grade d'adjudant, se fait octroyer le commandement du camp Léopold. Par son acte héroïque, posé le 30 juin 1960, et par son désir de placer ses compatriotes sur le chemin du progrès, le premier ministre congolais entre dans l'histoire par la grande porte, celle de l'héroïsme et du patriotisme. Désormais, il s'attire sur lui tous les regards du monde. Chaque fois qu'on évoquera le nom du Congo, on pensera plus à lui qu'à d'autres hommes politiques sans aucune vision sur l'avenir du pays ; des hommes politiques qui confondent l'indépendance du Congo à l'appropriation des biens laissés par les Belges ; des hommes politiques qui pensent à leurs propres intérêts. En réagissant aux discours, jugés trop paternalistes du souverain belge et du chef de l'État congolais, le jour de l'indépendance, Lumumba

(suite en page 8).

Au Kasai minier, Albert Kalonji emboîte le pas à Moïse Tshombe au Katanga minier

(suite de la page 7).

avait voulu montrer que nul plus que lui n'était capable de débarrasser le peuple des émotions et des frustrations causées par plusieurs années d'oppression et d'humiliation. (...).

L'ODYSSÉE DE PATRICE LUMUMBA.

Lumumba est un danger qui menace les intérêts de l'Occident. Aussi, La Central Intelligence Agency (C.I.A.), les Services belges et français mettent-ils tout en branle pour le neutraliser et l'effacer de la scène politique. Ils se servent des complices congolais pour ce faire. Après son élimination physique, ses compagnons vont subir le châtiement des plus atroces.

Moïse Tshombe proclame l'indépendance du Katanga. Patrice-Émery Lumumba suscite la peur dans les milieux belges. Nombreux d'entre eux, craignant des exactions, ont commencé à quitter le territoire congolais. Sur 8.200 fonctionnaires expatriés présents au Congo avant le 30 juin 1960, il en reste environ 1.600. Encore que ceux-ci sont affectés à la seule province du Katanga. Mais pourquoi les Blancs installés dans cette partie du pays ne veulent-ils pas partir ? Certainement que quelque chose se prépare dans cette province. Les Services de sécurité saisissent des documents séditeux sur un sujet belge, lesquels révèlent que la partie sud-est du pays s'apprête à entrer en sécession. Cela est prouvé le 11 juillet 1960, lorsque Moïse Tshombe, l'une des rares personnalités à avoir refusé le poste ministériel dans le gouvernement Lumumba, proclame, à Radio Collège d'Elisabethville, l'indépendance totale du Katanga. Il justifie son acte par la constitution d'un gouvernement central à majorité extrémiste et par l'institution d'un régime de terreur qui chasse ses collaborateurs. Pour retirer le Katanga du giron national, il aura bénéficié d'un soutien considérable. En effet, un jour plus tôt, dix appareils belges venus de la base de Kamina se sont posés sur la plaine d'aviation d'Elisabethville et ont débarqué trois cents para commandos belges et soldats du bataillon de « Libération » qui devaient entrer immédiatement en action et nettoyer la ville des éléments tentant de faire échec à la proclamation de la sécession katangaise.

Pourtant, aux termes du traité d'amitié belgo-congolais, signé au mo-

ment de la proclamation de l'indépendance, les forces belges ne peuvent intervenir que sur la demande expresse du ministre de la Défense du Congo, en l'occurrence Patrice-Émery Lumumba. Ledit traité est tout simplement violé.

Le président de la République et le premier ministre décident de se rendre dans la capitale du Katanga pendant que le fer est encore chaud. Ils espèrent empêcher le dessein de Tshombe de se réaliser. Cependant, l'accueil qui va leur être réservé mettra à nu le rôle de la Belgique dans la balkanisation du Congo. À l'escale de Kamina déjà, les militaires belges et beaucoup d'Européens civils, qui se trouvaient sur la plaine, traitent le président de la République et le premier ministre de macaques, comme le rapporte Lumumba : « Ils nous insultaient d'une façon incroyable. Mais quel avion nous a-t-on donné ? Alors qu'il y a des avions convenables de voyage, on présente à notre chef de l'État un avion sans sièges, un avion des parachutistes dans lequel il nous était difficile de nous asseoir. Nous sommes partis de Kamina à 20:00' pour Elisabethville où nous sommes arrivés vers 22:00'. Et avant notre atterrissage, on a éteint les lumières. Les militaires belges qui y étaient, ont donné l'ordre à l'aviateur de ne pas atterrir. Pourquoi ? Parce que le Katanga était indépendant, le chef de l'État et le premier ministre ne peuvent pas y mettre pied, disaient-ils. En survolant la ville, nous leur avons dit : le chef de l'État doit descendre, il est dans son pays. Il est inconcevable que des militaires belges puissent défendre au chef de l'État de descendre chez lui. C'est comme si le roi Baudouin faisait voyage à travers la Belgique et qu'un monsieur quelconque lui disait : « Baudouin, vous ne descendez pas ici parce que ce pays ne vous appartient pas ». Malgré notre insistance, ils ne voulaient rien entendre. Nous avons dû rebrousser chemin ». L'avion va finir par atterrir, et le constat fait par le commandant Justin Kokolo est tout simplement amer : « Sur l'insistance du commandant de bord, l'avion a quand même atterri. Lorsque je suis descendu de l'avion, j'ai remarqué que toute la plaine d'aviation était entourée de militaires belges. Plusieurs de ces militaires se sont dirigés vers nous, armes à la main. J'ai demandé

de me rendre au camp militaire, cela m'a été interdit. Ils m'ont dit que tous les militaires congolais étaient gardés par les militaires belges. J'ai ensuite demandé de m'entretenir avec le président du gouvernement provincial du Katanga, M. Tshombe, cela m'a été également interdit, et il a été précisé que si je me rendais chez M. Tshombe, je serais fait prisonnier ; on m'a signifié que M. Tshombe était en conférence en vue de déclarer le Katanga indépendant. On m'a fait remarquer que la nouvelle selon laquelle le président de la République et son premier ministre avaient l'intention de se rendre à Elisabethville était déjà connue et que dans le cas où ils arriveraient ils seraient fait prisonniers ».

La sécession katangaise sera effective avec bien sûr la complicité et l'aide militaire de la Belgique. L'appel aux Nations unies paraît une solution salutaire. C'est pourquoi, sans plus tarder, Kasavubu et Lumumba signent ensemble (un) télégramme dont le destinataire est le secrétaire général de l'ONU. Une copie est réservée à son représentant à Léopoldville, Ralph Bunche. « Le gouvernement de la République du Congo sollicite envoi urgent par organisation O.N.U. d'une aide militaire. Notre requête est justifiée par envoi au Congo de troupes métropolitaines belges en violation traité amitié signé entre Belgique et République du Congo 29 juin dernier. Aux termes de ce traité, les troupes belges ne peuvent intervenir que sur demande expresse du gouvernement congolais. Cette demande n'a jamais été formulée par le gouvernement de la République du Congo. Considérons action belge non sollicitée comme acte d'agression contre notre pays. Cause réelle plupart troubles être provocation colonialiste. Accusons gouvernement belge avoir minutieusement préparé sécession katangaise dans but garder main sur notre pays. Gouvernement appuyé par peuple congolais refuse être placé devant fait accompli résultat de conspiration tramée par impérialistes belges et petit groupe leaders katangais. Écrasante majorité population katangaise est opposée à sécession qui signifie perpétuation déguisée du régime colonialiste. Aide militaire sollicitée a pour but essentiel protection du territoire national contre actuelle agression extérieure menaçant paix

internationale. Insistons vivement sur extrême urgence envoi troupes O.N.U. au Congo ».

Le 14 juillet 1960, le Conseil de Sécurité vote une résolution conforme au vœu du gouvernement congolais. Il demande à la Belgique de retirer ses troupes du territoire de la République du Congo et décide d'autoriser le secrétaire général à prendre les mesures nécessaires en consultation avec le gouvernement Lumumba pour fournir à ce dernier toute l'assistance militaire qui peut être nécessaire jusqu'à ce que, par les efforts du gouvernement congolais avec l'assistance technique des Nations unies, les forces de sécurité puissent être en mesure, de l'avis du gouvernement, de faire face pleinement à leurs tâches. Le gouvernement belge, n'ayant pas la volonté de retirer ses troupes, affirmera ne pas comprendre le contenu de cette résolution. Le premier ministre Eyskens donne une thèse en contradiction manifeste avec la résolution du Conseil de Sécurité et la requête du gouvernement congolais : « L'ONU a envoyé des troupes pour maintenir l'ordre et il serait inconcevable que l'ONU intervienne pour ou contre l'indépendance du Katanga ».

L'incompréhension, l'entêtement, pire la mauvaise volonté du gouvernement belge, poussent à nouveau le Conseil de Sécurité - saisi bien entendu par le gouvernement de la République du Congo - à voter, le 22 juillet, à l'unanimité, une seconde résolution dans laquelle il est demandé aux forces belges de se retirer « rapidement ». La situation au Katanga est visée expressément : « Le Conseil invite tous les États membres à s'abstenir de toute action qui pourrait empêcher le rétablissement du droit et de l'ordre ainsi que l'exercice par le gouvernement du Congo de son autorité et aussi s'abstenir de toute action qui pourrait porter atteinte à l'intégrité et à l'indépendance politique de la République du Congo ».

Kalonji emboîte le pas à Tshombe.

Alors que la date du débarquement des forces de l'O.N.U. au Katanga est fixée au 6 août, Dag Hammarskjöld se rebiffe. Il préfère envoyer à Elisabethville son adjoint, Ralph Bunche. Et là, l'émissaire du secrétaire général ne voit pas Moïse Tshombe en tête-à-tête. Il est « embrigadé » par les conseillers européens du leader sécessionniste.

Curieusement, il annonce que l'arrivée des forces de l'O.N.U. dans cette province sera reportée. En conséquence, le Conseil de Sécurité est convoquée pour la troisième fois. La résolution prise au cours de la réunion du 8 août est un véritable tournant dans la crise congolaise. Le Conseil de Sécurité, tout en invitant la Belgique à retirer immédiatement cette fois ses troupes de la province du Katanga, « réaffirme que la force des Nations unies au Congo ne sera pas partie à un conflit intérieur quelconque, constitutionnel ou autre, n'y interviendra pas et ne sera pas utilisée pour influencer l'issue ».

Cette résolution vient remettre en question les deux précédentes. L'entêtement des Belges a payé. Non seulement elle consolide la sécession katangaise, mais aussi fait-elle propager le virus aux alentours du Katanga. Non loin de la province en sécession, Albert Kalonji, qui a rompu avec Patrice-Émery Lumumba avant la Table ronde de Bruxelles, est soutenu par les responsables de la Forminière (Société internationale Forestière et Minière du Congo) qui lui suggèrent d'entrer en sécession afin de gérer les richesses du Kasai. La Forminière est, comme l'Union minière du Katanga, une filiale de la Société Générale de Belgique. D'ailleurs, elle est dirigée par le même président que l'Union minière, en l'occurrence Paul Gillet. Cela donne du poil de la bête à Kalonji qui approuve le complot. Ses ministres bénéficieront des bâtiments pour le travail, et lui-même aura à sa disposition une belle résidence et des fonds importants. Un apport amplement suffisant pour proclamer, le 9 août 1960, l'indépendance de l'État minier du Kasai. Avec cette nouvelle sécession, le Congo se voit priver du revenu des mines de diamants après celui de son cuivre.

Le retrait du Sud-Kasai du giron national est une « affaire intérieure » dans laquelle l'O.N.U. n'interviendra pas. Patrice-Émery Lumumba, informé des manœuvres de l'O.N.U., avait déjà déclaré de la Guinée où il se trouvait : « Je n'ai pas compris pourquoi le secrétaire général de l'O.N.U., au lieu d'envoyer des forces de l'O.N.U. au Katanga, a préféré parler pour la mise en application de la décision du Conseil de Sécurité. Devant cette attitude, nous estimons que le secrétaire général n'a pas joué son rôle dans cette

affaire. Le gouvernement du Congo est, dans le cadre de sa souveraineté, décide à prendre responsabilités, et nous allons nous débrouiller nous-mêmes. Aux Américains, aux Russes et à tout le monde, je dis que l'Afrique demeurera l'Afrique et qu'il n'y a qu'une voie pour sa prospérité, c'est la consolidation de son unité ».

Ainsi, au lendemain du vote de la troisième résolution, le gouvernement Lumumba procède à la concentration de meilleures troupes, dont il dispose au Kivu et au Kasai, en vue de lancer une offensive dans les provinces en sécession. Sous le commandement du général Victor Lundula, la sécession du Sud-Kasai vole en éclats en moins de 48 heures. Les forces gouvernementales pénètrent par la suite dans la partie Nord du Katanga où, rejointes par des Balubakat hostiles à Tshombe, foncent sur le Sud, fief de l'Union minière, et font tomber le régime sécessionniste installé depuis quelques semaines avec la complicité des Belges.

Curieusement, la sécession katangaise cesse d'être une affaire intérieure. L'O.N.U. impose un cessez-le-feu, suivi d'un retrait des troupes. Dans l'esprit de Dag Hammarskjöld, il faut interrompre l'action militaire en cours sans toutefois retirer le territoire en sécession dans le sein de l'État congolais. Lumumba est victime d'un complot qui consiste à faire tomber son gouvernement. Pour y parvenir, l'Occident utilise des agents à l'intérieur du Congo même. Le premier n'est autre que Mobutu, celui-là même que le premier ministre avait élevé au grade de colonel pour réorganiser l'armée. On ne peut pas comprendre qu'un officier supérieur qui, sans l'ordre de son gouvernement, sans l'accord du ministre de la Défense et au mépris de l'autorité de son commandant en chef - le général Lundula est à Luluabourg plus près du terrain des opérations -, puisse prendre la responsabilité d'interrompre le cours des combats. L'acte du colonel Mobutu a comme conséquence, la réinstallation, à Bakwanga, du gouvernement d'Albert Kalonji et la consolidation de la sécession katangaise. Il sera en grande partie responsable de la détérioration des relations entre l'O.N.U. et le gouvernement Lumumba.

Joseph-Richard Kazadi, Les premiers ministres congolais devant le Tribunal de l'Histoire, éd. Compodor, Kinshasa, 2014.

À Bokungu, Daniel Mukoko Samba clôture sa mission économique dans la Tshuapa



Le Vice-Premier ministre en charge de l'Économie Nationale Daniel Mukoko Samba visite le marché central de Bokungu. DR.

Communiqué de presse n°145/2026.

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba, a achevé, le mardi 23 juin

2026, sa mission économique dans la province de la Tshuapa par une étape dans le territoire de Bokungu, marquée par des échanges avec les acteurs locaux et l'évaluation de plusieurs projets et infrastructures.

Après avoir quitté Boende pour rejoindre Bokungu en canot rapide au terme de près de onze heures de trajet, le Vice-Premier

Ministre a pu mesurer l'ampleur des difficultés de mobilité auxquelles font face les populations.

L'état d'impraticabilité avancée des routes, notamment de la Route Nationale n°8 (RN8), ainsi que la baisse significative du trafic observé traduisent une réalité préoccupante : l'isolement progressif de plusieurs territoires de la province.

Cette étape de terrain a permis de dégager le constat selon lequel Bokungu est confronté à une déconnexion économique progressive. Comme plusieurs territoires agricoles et forestiers de la cuvette centrale congolaise, cette entité a progressivement cessé d'être pleinement intégrée aux circuits économiques régionaux qui faisaient autrefois sa prospérité.

Autrefois, les productions de café robusta, cacao, palmier à huile, manioc, maïs ainsi que les pro-

duits forestiers alimentaient des flux commerciaux dynamiques vers Mbandaka et Kinshasa. Aujourd'hui, la dégradation des infrastructures de transport, le recul de la navigation régulière, la disparition de nombreux ports secondaires et la hausse des coûts logistiques ont profondément réduit la compétitivité des producteurs locaux.

Pour Daniel Mukoko Samba, la bataille décisive demeure celle de la réduction du coût du transport.

«Pour reconnecter Bokungu, Monkoto, Boende, Befale, Ikela et les autres territoires enclavés à l'économie nationale, il faut d'abord réduire le coût du déplacement des personnes et des marchandises», a-t-il déclaré.

(suite en page 10).



MINISTÈRE
DU PORTEFEUILLE

La déconnexion progressive des marchés est, pour le VPM Mukoko Samba, le problème de Bokungu, Monkoto et Boende



Visite de l'Université de Bokungu, province de la Tshuapa, par le Vice-premier ministre Daniel Mukoko Samba. DR.

(suite en page 9).

Le Vice-Premier Ministre a rappelé qu'au regard de la valeur des produits transportés, les coûts logistiques observés dans ces territoires figurent parmi les plus élevés du continent, pénalisant fortement les producteurs locaux qui supportent simultanément la dégradation des routes de desserte agricole, l'insuffisance de la desserte fluviale, les multiples ruptures de charge, le coût élevé du carburant et de la maintenance ainsi que divers prélèvements informels. « Sans une réduction substantielle des coûts logistiques, aucune relance durable de la production locale ne sera possible », a-t-il insisté.

Au cours de cette mission, la délégation s'est également rendue sur le chantier de construction du premier bâtiment de l'Université de Bokungu. Lancés en 2025, les travaux progressent malgré les contraintes liées à l'acheminement des matériaux depuis Kinshasa. Le Vice-Premier Ministre a par

ailleurs rencontré les représentantes de la Ligue des femmes de Bokungu ainsi que celles de l'Association des mamans maraîchères, qui fédère près d'une soixantaine d'associations. Ces organisations ont présenté leurs besoins en semences améliorées, équipements agricoles et matériels destinés à renforcer la production maraîchère locale.

Les échanges avec les opérateurs économiques ont également mis en évidence la faiblesse de l'activité économique locale, l'absence de services bancaires, les difficultés d'accès au crédit ainsi que les contraintes liées au transport fluvial, principal moyen de desserte de la région.

À cette occasion, Daniel Mukoko Samba a annoncé qu'un premier appui sera accordé aux associations des mamans maraîchères à travers la mise à disposition de semences améliorées et de matériels de travail. Il a également indiqué que l'amélioration des infrastructures de santé ainsi que le renforcement des moyens de transport figureront parmi les priorités destinées à

soutenir le développement de Bokungu. Le Vice-Premier Ministre a souligné que la priorité n'est pas de créer la production, mais de reconnecter la production aux marchés.

« Le problème de Bokungu, comme celui de Monkoto ou de Boende, n'est pas l'absence de potentiel économique. Les terres sont là, les ressources sont là et les populations sont là. Le véritable obstacle demeure le coût exorbitant du kilomètre parcouru entre le champ, le marché local, le port et les grands centres de consommation », a-t-il affirmé. Cette mission dans la province de la Tshuapa, aura permis de confirmer que le principal défi de nombreux territoires de la cuvette centrale n'est pas l'absence de ressources, mais leur déconnexion progressive des marchés. Les recommandations issues de cette mission feront l'objet d'un travail de consolidation en vue de l'élaboration des actions de suivi.

Fait à Bokungu, le 23 juin 2026
Cellule de communication.



MINISTÈRE
DU PORTEFEUILLE

Washington frappe encore... le régime rwandais

Washington a sanctionné jeudi 25 juin 2026 la raffinerie Gasabo Gold Refinery Ltd basée à Kigali et un réseau de sociétés minières rwandaises. L'Administration du président américain républicain Donald Trump accuse ces entreprises rwandaises de faciliter le trafic illégitime de minerais de l'est du Congo au profit de la rébellion de l'AFC/M23.

GEL DES AVOIRS.

C'est un nouveau coup dur au plan économique et donc politique et diplomatique pour le régime rwandais et son dirigeant Paul Kagame. Quand on sait qu'il y a quelques temps, le président rwandais s'était plaint publiquement et directement à Kigali de « ces sanctions » qui s'abattent sur son pays, on comprend mieux le nouvel état



Soucieuse d'exécuter son deal minerais rares contre sécurité à l'est du Congo, l'Administration Trump n'arrête de frapper le régime qui retarde ce projet. DR.

d'esprit du régime rwandais. Jusqu'ou ira l'administration Trump qui tient tant à l'exécution par toutes les parties de l'accord de Washington sur les minerais congolais signé le 4 décembre 2025

à Washington par les deux présidents congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et rwandais Paul Kagame, contresigné par Donald Trump lui-même? Il reste que la Gasabo

Gold Refinery Ltd ainsi que son président Jean Malick Kalima, son directeur général, Bosco Kayobotsi et trois sociétés minières rwandaises sont désormais sous le coup de sanctions américaines. Ces en-

treprises rwandaises sont Bugambira Mines Ltd, Wolfram Mining and Processing Ltd, Rwinkwavu Mining Corporation Ltd. Les avoirs aux États-Unis de ces entreprises sont gelés et

toute transaction avec des personnes américaines leur est interdite. Ces sanctions font suite à la mise en œuvre des Accords de Washington, signés le 4 décembre 2025 entre le Congo et le Rwanda. Au début de juin 2026, le Département d'État américain avait pris des sanctions financières et juridiques contre deux hauts commandants de groupes armés actifs dans la région des Kivus. Il s'agit de Gustave Kubwayo et John Imani Nzenze, affiliés respectivement aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et à l'Alliance Fleuve Congo et Mouvement du 23 mars (AFC/M23). Ils sont accusés de graves violations des droits humains et d'attaques ciblées contre les populations civiles dans l'est du Congo. Le 30 avril dernier, les États-Unis ont imposé des sanctions

à l'ex-président de la RDC, Joseph Kabila Kabange, accusé de déstabiliser le gouvernement congolais par son soutien à l'AFC/M23. Dans un communiqué publié le 6 mars 2026, le ministre américain des Affaires étrangères avait aussi annoncé une politique de restrictions de visas visant plusieurs hauts responsables rwandais, accusés de contribuer à l'instabilité régionale. Il s'agit notamment de Vincent Nyakurundi, chef d'état-major de l'armée rwandaise et du chef d'état-major de la défense. Quatre jours auparavant, Washington avait annoncé l'imposition de sanctions contre l'armée rwandaise, les Forces de défense rwandaises (RDF) ainsi que contre quatre officiers supérieurs, pour « leur soutien opérationnel direct » au M23 et à ses affiliés.

ALUNGA MBUWA ■

Deux semaines de mise au point d'un référentiel de certification des fabricants de foyers améliorés

Un atelier d'élaboration d'un référentiel destiné à la reconnaissance du métier et à la certification des techniciens en fabrication de foyers améliorés s'est ouvert à Kinshasa. L'atelier qui se tient sur une semaine « s'inscrit dans le cadre de la reconnaissance du métier de fabricant de foyers améliorés, un métier repris dans le répertoire des métiers verts », a déclaré Ono Boyaka, chef de projet au sein de la société Recyclo Congo-SRL.

« L'objectif est de mettre en place un référentiel de métier destiné aux fabricants de foyers améliorés », a poursuivi

le chef de projet au sein de la société Recyclo Congo-SRL. Les travaux qui cherchent à définir les compétences requises et les outils de formation adaptés au secteur, ont réuni plusieurs experts partenaires en tête le Centre d'Études et de Recherche sur les Énergies Renouvelables (CÉRERÉ), l'Institut Supérieur de Techniques Appliquées (ISTA) et l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP).

VERS LA CUISSON PROPRE.

Le projet prévoit également la formation de jeunes techniciens sélectionnés à travers un appel à manifestation d'intérêt ayant enregistré plus de 1.600 candidatures. Pour cette première phase, seuls les candidats de Kinshasa ont été retenus. « Les foyers améliorés constituent une

solution de transition vers la cuisson propre. Leur principal avantage est de réduire la consommation de charbon ou de briquettes grâce à une meilleure conservation de la chaleur », a expliqué Ono Boyaka. Chef de division chargé de l'insertion socioprofessionnelle à l'INPP, Jefferson Muissa a salué une initiative visant à professionnaliser un secteur encore largement artisanal. « Aujourd'hui en RDC, la fabrication des foyers améliorés demeure largement artisanale. Nous travaillons donc à la mise en place de référentiels afin de professionnaliser ce métier », a-t-il déclaré soulignant que les foyers améliorés contribuent à la protection de l'environnement grâce à une cuisson plus propre, une réduction de la pollution et une

consommation plus rationnelle des combustibles. Professeur à l'Institut des Sciences Sociales et membre du Centre d'études et de recherche sur les énergies renouvelables, Bernard Ndayi a indiqué que les travaux actuels portent sur l'élaboration d'un cadre de référence destiné à guider les futures formations. « Il ne s'agit pas encore de la phase de formation, mais de la conception d'un cadre de référence qui servira de boussole pour former des techniciens selon des normes précises », a-t-il déclaré. Selon lui, les foyers améliorés seront évalués sur plusieurs critères, notamment le rendement énergétique, la consommation de combustible, les émissions polluantes, la durabilité et la sécurité. Un foyer amélioré est un équipement de

cuisson conçu pour consommer moins de combustible que les braseros traditionnels. Généralement fabriqué à base d'argile, de métal ou d'autres matériaux isolants, foyer amélioré permet de conserver davantage la chaleur, de réduire la quantité de charbon ou de bois utilisée, de diminuer les émissions de fumée et de limiter la pression sur les ressources forestières. Le projet porté par Recyclo Congo qui tire profit de l'appui de certaines firmes contributrices congolaises vise à renforcer les compétences des fabricants, promouvoir les métiers verts et contribuer à la préservation de l'environnement grâce à l'utilisation de technologies de cuisson plus efficaces et de combustibles alternatifs tels que le Makala Bio. ALUNGA MBUWA ■

L'esthétique onguilaire atterrit à Bandundu Ville

Elle fait florès dans les pays d'Afrique de l'est, à Kinshasa aussi même si cette profession d'esthétique onguilaire n'atteint pas le niveau d'Afrique Orientale. Mais la voici qui déboule à Bandundu ville, chef-lieu de la province du Kwilu où elle est désormais considérée comme un véritable gagne-pain et une source de revenus pour la jeunesse.

« Cette activité représente pour nous une opportunité pour lutter contre le chômage, la pauvreté, la famine et la délinquance juvénile. Elle nous apporte plusieurs avantages devant nous permettre de subvenir à nos besoins, notamment en matière de restauration, d'habillement et autres »,

confie Fils Kitambala, esthéticien et soigneur des ongles à Bandundu villz. Fils Kitambala appelle les autres jeunes désœuvrés à emboîter le pas dans la formation professionnelle d'esthétique et autres métiers pour créer les activités génératrices de revenus pour leur auto-prise en charge au lieu de continuer de vivre dans le chômage au risque de devenir mendiant et délinquant. Il fait savoir que la profession onguilaire est un soin cosmétique des ongles, des pieds et mains visant à les entretenir. « Elle permet également de nettoyer, de soulager les affections et d'embellir les ongles ». Il sollicite l'accompagnement des autorités locales pour l'encadrement de la jeunesse désœuvrée en vue de l'intérêt communautaire.

Depuis l'essor d'Internet, l'IA est la technologie qui suscite le plus d'hostilité

Selon un sondage mené par le Pew Research Center, près de la moitié (40 %) des Américains considèrent que l'intelligence artificielle (IA) va avoir un impact négatif sur la société au cours des vingt prochaines années, tandis que seulement 16 % anticipent un impact positif.

Bien que moins important, il existe également un écart significatif lorsqu'on demande aux sondés s'ils considèrent que l'IA va leur profiter personnellement. Ainsi, moins d'un quart (23 %) des

Américains voient l'IA avoir un impact positif sur leur vie, tandis que près d'un tiers (31%) anticipent un impact négatif.

MÉFIANCE MOINS D'ENTHOUSIASME.

Contrairement aux enquêtes réalisées au début de l'émergence de précédentes technologies, comme l'essor d'Internet en 1999, ou bien sur les entreprises technologiques en 2015, au moment de l'émergence et de l'utilisation croissante de nombreux réseaux sociaux - Instagram a été lancé en 2010, Snapchat en 2011, TikTok en 2016... -, l'IA suscite plus de méfiance que d'enthousiasme. Au tournant des

années 2000, seulement 6 % des Américains interrogés par le Pew Research Center déclaraient « ne pas aimer » les ordinateurs et la technologie.

Parmi les utilisateurs d'Internet - 36 % de la population américaine à l'époque -, ce chiffre était de seulement 1 %. De la même manière, il y a 10 ans, près des trois quarts (71 %) des Américains considéraient que les entreprises technologiques avaient « un effet positif sur la situation du pays ». Quatre ans plus tard, en 2019, ce chiffre avait chuté à 50 %. C'est dans les pays où l'IA est la plus utilisée, comme en Europe et aux États-Unis, que la méfiance

est la plus forte : seulement 22 % en Allemagne, 20 % en France et 18 % aux États-Unis disent avoir confiance en ChatGPT, l'un des chatbots les plus populaires, contre 62 % en moyenne en Afrique, 51 % en Amérique du Sud et 50 % en Asie. Cette méfiance est surtout concentrée chez les jeunes : aux États-Unis, 48 % des 18-29 ans considéraient que l'impact de la technologie sera négatif au cours des 20 prochaines années, contre 37 % chez les 50 ans et plus.

La dernière enquête annuelle ADP Research, menée dans 36 pays, montrait que seulement 20 % des 18-26 ans

considéraient que l'IA aura un « impact positif » sur leurs responsabilités professionnelles.

Pour Dario Amodei, le P-dG d'Anthropic dans son dernier essai, l'intelligence artificielle est une fonction exponentielle qu'il voit se déployer depuis l'intérieur. Le cofondateur et patron d'Anthropic fait de l'accélération de l'IA et de son développement un phénomène prévisible. Il la voit, depuis plusieurs années, s'étendre selon des lois d'échelle empiriques qui aboutiront, si elles se maintiennent, à l'avènement d'un nouveau type d'entité nationale : « un pays de génies dans un centre de données ».

Voilà pourquoi, d'après Dario Amodei, l'IA est une technologie à part, qui fonctionne à partir des extrêmes du possible, tant d'un côté que de l'autre, du bien que du mal. Dans les deux cas, ce sera en des proportions que nous n'avons jamais connues par le passé.

Cette ambivalence structure la production écrite d'Amodei, qui prend la forme d'une trilogie : dans « Machines of Loving Grace » (2024), il explore le versant lumineux de l'IA qui, utilisée avec discernement, pourrait nous faire connaître l'équivalent d'un siècle d'innovations en seulement une décennie, tant dans

les domaines de la biologie, des neurosciences, qu'en termes de développement économique ; dans « The Adolescence of Technology » (2026), il s'attaque à la part la plus sombre de l'IA, en cartographiant ses risques : perte de contrôle des systèmes, production d'armes biologiques, autoritarisme, bouleversement de l'emploi.

Dans « Policy on the AI Exponential », Amodei passe du diagnostic à l'ordonnance. Il y détaille un ensemble de recommandations dans cinq domaines de l'action publique, la macroéconomie, la politique fiscale, l'innovation scientifique, les libertés publiques et la géopolitique.

La privatisation de la souveraineté absolue

L'introduction en bourse de SpaceX est devenue la plus importante de l'histoire. Après avoir levé 75 milliards de \$US la veille, lors de la cotation du 12 juin sur le Nasdaq, les actions de l'entreprise ont clôturé à 160,95 \$US, valorisant SpaceX à environ 2.100 milliards de \$US.

L'offre de rachat interne de décembre 2025 valorisait l'entreprise à autour de 800 milliards. En cinq mois, et après l'absorption de xAI, l'entreprise américaine spécialisée dans l'intelligence artificielle créée par Elon Musk et Igor Babuschkin en 2023, le prix réclamé au marché public a donc plus que doublé. Rapporté aux seuls revenus, il représente plus de 90 fois les ventes, un multiple que seule une promesse messianique peut soutenir. Pour comprendre ce mécanisme, il faut lire le prospectus de 400 pages que SpaceX avait rendu public avant son introduction en bourse non pas comme un

«business de fusées». Ce qu'Elon Musk a mis sur le marché est en réalité la première stack régaliennne physique privatisée dans laquelle l'accès à l'orbite, la connectivité mondiale, le calcul et l'intelligence artificielle sont réunis en une seule entité et sont contrôlés, par construction statutaire, par un seul homme, lui-même. Pour comprendre la profondeur de cette dynamique, il faut se tourner vers George Duménil et son hypothèse des fonctions tripartites (sacerdotale, guerrière, productrice). Elon Musk est en train de reconstituer l'unité des trois fonctions en dehors de l'État, pour la première fois dans l'histoire moderne : la fonction messianique avec l'accès à l'orbite, la conquête de la Lune et de Mars, ainsi que l'ambition d'une civilisation multiplanaire qui étendrait « la lumière de la conscience jusqu'aux étoiles » ; la fonction guerrière avec les lancements de sécurité nationale et Starshield ; la fonction productive avec Starlink et le calcul. Cette unité trifonctionnelle est précisément ce que l'aventure démocratique post-1789 puis

l'ordre managérial occidental post-1945 avaient dissous et ce que le prospectus prétend désormais réconcilier sous une coquille privée. Trois entreprises distinctes cohabitent au sein de SpaceX : les lanceurs, dans le segment Espace; Starlink, dans le segment Connectivité; le calcul, Grok et X hérités de xAI absorbée le 2 février 2026, dans le segment IA. Si le prospectus s'efforce de faire croire qu'elles n'en forment qu'une seule, l'analyse financière en dit autrement.

TRANSFERT DE SOUVERAINETÉ.

Selon une enquête publiée par le VC Corner 2, les deux activités physiques, l'Espace et la Connectivité, qui pèsent respectivement 370 et 1 600 milliards, ne représentent pas plus de 7 % du marché total adressable de 28.500 milliards de \$US que le prospectus vend aux investisseurs. Le reste, soit 26.500 milliards, est logé dans le segment de l'intelligence artificielle, dont 22.700 milliards pour les seules applications d'entreprise, c'est-à-dire dans l'activité qui a jusqu'ici perdu

de l'argent et dont la demande finale reste à démontrer. En complément de la lecture des plus de 400 pages du prospectus parue dans ces pages, nous avons choisi d'isoler certains passages révélateurs, en les lisant pour ce qu'ils avouent davantage que pour ce qu'ils affirment, puis en les confrontant à trois grilles que le récit officiel préfère éviter. La première est le souvenir du « financement par les fournisseurs » qui a précédé l'effondrement de la bulle Internet. La deuxième est la commoditisation accélérée des modèles d'intelligence artificielle. La troisième est l'écart désormais documenté entre les promesses de l'IA et son retour sur investissement réel. À ces trois grilles s'ajoute, en filigrane, la seule question qui nous importe réellement : que révèle cette charte privée sur le levier que par exemple la France et l'Europe peuvent actionner?

Dans sa présentation introductive, SpaceX se décrit comme la seule entreprise à construire « the integrated hardware and software infrastructure of the future », autrement

dit l'infrastructure intégrée, matérielle et logicielle, du futur, à travers l'espace, la connectivité et l'IA. Fondée en 2002, l'entreprise revendique depuis 2023 plus de 80 % de la masse mise en orbite chaque année dans le monde, soit près de 9 600 satellites Starlink, ainsi qu'environ 75 % des satellites manœuvrables en activité. Tout le pari de la valorisation tient dans le mot «integrated». En effet, pris séparément, aucun de ces trois métiers ne justifie une telle valorisation. Le marché des lanceurs est étroit, la connectivité demeure un service d'abonnement en concurrence avec les fournisseurs terrestres et l'IA est pour le moment une activité déficitaire dont les bénéficiaires réels et la localisation exacte de la valeur sont encore incertains. C'est donc leur emboîtement et leur étroite interaction qui sont vendus en faisant l'hypothèse que l'infrastructure mondiale du futur sera constituée de centres de calcul en orbite. SpaceX justifie sa capacité à réaliser ses ambitions dans le domaine des centres de calcul par la construction des centres Colossus de

Memphis, la plus grande grappe d'entraînement cohérente jamais assemblée avec près de 300 mégawatts et plus de 220.000 processeurs montés en quelques mois. Cette infrastructure terrestre, qui possède une valeur immédiate et facilement quantifiable, préfigure l'architecture que SpaceX projette ensuite dans l'espace. De manière sous-jacente, le récit de SpaceX est donc celui d'une souveraineté privatisée dans laquelle un seul acteur concentre l'accès à l'orbite, les lancements de sécurité nationale américains (onze sur douze en 2025), un réseau gouvernemental dédié avec Starshield ainsi qu'une capacité de calcul de rang mondial. Cet emboîtement opère néanmoins un double glissement par rapport aux définitions traditionnelles de la souveraineté : celle-ci se transfère de la sphère publique à un acteur privé et passe d'une dominante abstraite, juridique, à une dominante infrastructurelle et physique. Le résumé du prospectus fournit quelques ordres de grandeur. En 2025, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 18 674 millions de \$US,

pour une perte opérationnelle de 2.589 millions et une perte nette de l'ordre de 4 940 millions selon la presse financière. Le segment Connectivité, c'est-à-dire Starlink, génère à lui seul 11 387 millions de \$US de revenus et 4.423 millions de dollars de résultat opérationnel. Le segment IA accuse en 2025 une perte opérationnelle de 6 355 millions de \$US et absorbe 12 727 millions de dépenses d'investissement, dont 7.723 millions pour le seul premier trimestre de 2026. Ces chiffres permettent de comprendre qu'au sein de l'écosystème SpaceX, un seul métier finance tous les autres. Starlink fournit environ 61 % des revenus et constitue la seule source de profit, tandis que le segment IA brûle plus de six milliards et absorbe près de treize milliards d'investissements en une seule année. Ce segment génère bien des recettes, mais celles-ci proviennent essentiellement de la location de sa capacité de calcul à ses propres concurrents, comme Anthropic depuis mai 2026 puis Google à partir de l'été, et pas d'un produit vendu à des clients finaux (...) ■

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiy Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benjamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assentit-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclencher la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

«Il vaut mieux rester célibataire que de se marier»

Lors-qu'une femme quitte sa famille pour se marier, elle pense avoir trouvé son partenaire, avec l'espoir de vivre avec lui dans les bons moments comme dans les mauvais moments jusqu'à ce que la mort les sépare. Mais que se passe-t-il lorsque vous découvrez que celui qui vous a épousée a changé et est devenu une personne complètement différente?

L'histoire du destin tragique de Rosana Kathure, originaire de la région de Meru au Kenya, victime de violences conjugales. Elle se souvient du moment où elle a rencontré celui qui allait devenir le père de ses enfants : à cette époque, l'amour dominait tout. Après une courte période de fréquentation, ils décident de se rendre chez leurs parents afin d'officialiser leur union.

Avant les conflits entre elle et son mari, ils s'aimaient profondément, comme les doigts d'une même main. « Avant que ce drame n'arrive, nous partagions même un seul verre de thé. Cet amour était vraiment magnifique. Il y a des fois où il rentrait ivre, je le soutenais, je lui retirais ses chaussures et je lui lavais les pieds. Ensuite, je le mettais au lit pour qu'il dorme. Je l'aimais ». Mais, son mari a changé après quelques années.

« Une personne ne montre pas ses mauvais côtés quand on est encore dans la famille. Mais les problèmes commencent petit à petit, jusqu'à ce que la situation devienne très grave », explique Rosana. « Pour le premier et le deuxième enfant, mon mari allait bien. Mais lorsque notre troisième enfant avait quatre mois, il a commencé à changer. Il a commencé à fumer du cannabis et à boire de l'alcool artisanal. Il me battait sans raison. Il y avait des disputes constantes à la maison au point de renverser la nourriture dans la cuisine. Et, moi aussi, j'ai com-



Rosana Kathure victime des violences conjugales. DR.

mencé à crier».

L'ERREUR DE SA VIE.

Rosana reconnaît qu'après avoir constaté que le comportement de son mari avait changé, elle-même a commencé à devenir une femme bruyante et à lui répéter sans cesse qu'elle retournerait chez ses parents. Mais les réponses de son mari étaient dures, même si elle les prenait à la légère. « Il me disait que plutôt que de partir d'ici et de rentrer chez moi, il préférerait me tuer puis se suicider ». Rosana s'était habituée à entendre ces paroles résonner à ses oreilles en permanence. Tout a complètement basculé lorsqu'elle

a accouché de son dernier enfant et qu'il a eu deux mois : quelque chose d'inattendu s'est produit. Rosana dit qu'elle ne savait pas que ce jour-là, sa vie allait prendre un tout autre tournant. Ce jour-là, tout semblait normal et son programme consistait à emmener le bébé à la clinique. Elle s'est levée, s'est préparée et a laissé son mari avec leurs trois autres enfants. À la clinique, il n'y avait pas de longue file d'attente comme d'habitude. Son enfant a donc rapidement reçu son vaccin et Rosana a immédiatement pris le chemin du retour. Mais en arrivant, elle a découvert quelque chose qu'elle n'aurait jamais imaginé. «

J'ai trouvé mon mari avec une jeune fille, élève en classe de terminale, dans notre lit conjugal. C'est ce qui a déclenché la dispute qui s'est terminée par le fait que mon mari m'a gravement agressée ». Elle dit que ce qui l'a le plus blessée, c'est que son mari ait fait cela en sachant très bien qu'elle venait d'avoir un bébé de deux mois. Dès que la jeune fille a compris qu'elle avait été surprise, elle a pris la fuite avant que la situation ne dégénère davantage. « La fille a pris la fuite en courant et je suis restée avec mon mari, qui s'était assis. Moi, j'ai posé le bébé par terre », raconte Rosana qui a commencé à crier dehors, répétant

qu'elle allait retourner chez ses parents, sans savoir ce qui l'attendait. « Il s'est tenu à la porte et m'a dit : « Tu dis toujours que tu vas retourner chez toi. Je préfère te défigurer plutôt que de te laisser partir, parce que tu pourrais rencontrer un autre homme. Je préfère te tuer, puis me suicider pour que nous partions ensemble », se souvient Rosana.

« Et il a fait ce qu'il avait dit. Il a détruit mon œil. Tu vois, je n'ai plus d'œil. Il m'a aussi coupée à la tête. Même au ventre. Il m'a ouverte jusqu'à ce que mes intestins sortent. Il m'a également taillée à la jambe avec une machette et m'a poignardée », dit-elle en montrant ses blessures. Mais après cette dispute provoquée par la jeune fille, son mari s'est calmé et lui a demandé pardon. « Il m'a dit : « Je suis désolé, pardonne-moi. Les écritures disent que nous devons nous pardonner. Je te vois aller à l'église, pardonne-moi puisque Dieu aussi demande le pardon », raconte-t-elle. Rosana a pris ces excuses comme sincères. Mais en réalité, elle ignorait ce qui se préparait.

« En fait, je me préparais à mourir sans le savoir. Je n'aurais jamais imaginé ce qui allait se passer cette nuit. Je ne savais pas qu'il allait m'arracher cet œil avec une machette, ni que mon bras serait paralysé aujourd'hui », dit-elle. Après la réconciliation, son mari lui a demandé une machette, une pierre à aiguiser et une lampe à pétrole - des choses qu'il avait l'habitude d'emporter. « Il m'a demandé la machette, la lampe à pétrole et une torche. Je lui ai donné. Sans savoir que c'est moi qu'il allait attaquer ce soir-là ». Ensuite, il lui a dit qu'il allait acheter de la farine et lui a demandé de ne pas verrouiller la porte de l'intérieur, car il risquait de rentrer tard - sans qu'elle sache qu'il préparait son meurtre. « On ne peut jamais entrer dans l'esprit de quelqu'un pour savoir ce qu'il prépare », dit-elle. Vers 22:00', son mari

n'était toujours pas rentré. Elle a donc demandé aux enfants d'aller dormir, même sans dîner. Il est finalement rentré tard dans la nuit alors que tout le monde dormait. Rosana ne l'a pas entendu entrer, mais elle s'est réveillée en voyant quelqu'un éclairer avec une torche sous la couverture.

« Ce soir-là, je n'arrivais pas à dormir. J'ai beaucoup tourné avant de me coucher sur le côté droit, le côté gauche vers le haut, avec mon bébé près de moi », explique-t-elle. Soudain, avant même de comprendre ce qui se passait, elle a demandé qui était là. Et c'est là que le cauchemar a commencé. « Je t'avais dit que j'allais te tuer et mourir avec toi », lui a-t-il dit. En le voyant avec la machette, elle a immédiatement compris. « Je me suis dit que cette nuit-là, c'était la fin pour moi ».

Elle ajoute qu'elle avait levé son bras pour se protéger de la lumière de la torche - c'est ce bras qu'il a coupé le premier. Aujourd'hui, son bras gauche est paralysé. Alors qu'elle criait pour alerter les voisins, son mari a continué à l'attaquer. « Il m'a coupée de l'œil jusqu'en bas. Quand je me suis tournée, il a voulu m'attaquer l'autre œil, mais la machette est retombée au même endroit », dit-elle. C'est ainsi qu'elle a perdu son œil. Mais l'attaque ne s'est pas arrêtée là : il l'a frappée à la tête, au cou, à la taille, aux jambes, partout où il pouvait. « Pendant que je criais, mon bébé, qui était contre moi, a commencé à boire le sang qui coulait », se souvient-elle. Ses autres enfants se sont réveillés et ont commencé à crier, attirant les voisins. « Quand les voisins arrivaient, mon mari a pris la fuite et s'est réfugié chez un autre voisin qui ne savait rien de ce qui s'était passé. Il a demandé à y passer la nuit, disant qu'il devait partir tôt le matin. Mais, au matin, on l'a retrouvé pendu à un arbre : il s'était suicidé ». Rosana a perdu connaissance et a été

transportée à l'hôpital par ses voisins. Son bébé, qui était avec elle, a aussi été hospitalisé, car son ventre avait gonflé après avoir avalé du sang. Pendant ce temps, ses enfants ont été confiés à ses parents.

Aux soins intensifs, elle se fait retirer son œil, qui avait déjà commencé à pourrir. « Je suis restée trois mois à l'hôpital sans pouvoir m'asseoir, manger ni parler ». Elle était nourrie uniquement par perfusion. Rosana estime que son erreur a peut-être été d'accepter l'amour de son mari. « Si j'avais su que j'allais épouser quelqu'un qui me crèverait un bras, au point de me laisser incapable de travailler, je ne me serais jamais mariée. On m'a dit « je t'aime » et j'ai répondu « je t'aime aussi ». C'est pour cela que je porte aujourd'hui des cicatrices sur tout mon corps », confie Rosana. Elle donne des conseils aux femmes qui, comme elle, subissent des violences conjugales. « Si tu respectes ton mari mais qu'il est violent comme le mien, reste calme et éloigne-toi discrètement sans rien dire, car si tu lui annonces, il pourrait te tuer. Quitte-le et retourne chez tes parents. « Il vaut mieux rester célibataire que d'être mariée à quelqu'un qui va te tuer, te mutiler ou te laisser handicapée comme moi », conclut-elle. Rosana a passé près de deux ans à l'hôpital, et encore deux autres années avant de pouvoir recommencer à marcher. Elle affirme que si elle en avait eu les moyens, elle aurait veillé à ce que les jeunes filles donnent la priorité à leurs études. « Si j'avais su, la meilleure chose que j'aurais faite dans ma vie aurait été de terminer mes études avant de m'engager dans une relation amoureuse. Si j'avais su, j'aurais quitté mon mari calmement au lieu de lui crier dessus. J'aurais peut-être d'abord retourné chez mes parents pour apaiser la situation », explique Rosana.

ASHA JUM ■

Des frères jumeaux épousent des sœurs jumelles

Lorsque lors d'un week-end, il y a deux semaines, les invités se sont rassemblés dans une église de la ville d'Ibadan, dans le sud-ouest du Nigeria, ils ont su qu'ils assistaient à quelque chose de rare. Deux frères jumeaux, Taiwo et Kehinde Oguntoye, épousaient les sœurs jumelles Taiwo et Kehinde Adediran lors d'une joyeuse cérémonie conjointe.

Le peuple yoruba, qui prédomine dans le sud-ouest du Nigeria, est connu pour avoir un nombre anormalement élevé de naissances gémeaux, mais ce n'est pas tous les jours que deux paires de jumeaux se marient. « Nous connaissons de nombreux jumeaux, mais ce mariage semble avoir été arrangé par Dieu. Nous avons toujours rêvé d'épouser des jumeaux », déclare Taiwo Oguntoye le jour de son mariage. « Avec la grâce de Dieu, nous prions pour les jumeaux de nos premier et deuxième enfants. C'est ce que nous souhaitons de tout cœur ». Les jumeaux sont considérés comme une bénédiction dans la culture yoruba et leurs noms sont prédestinés. L'aîné s'appelle Taiwo, ce qui signifie « celui qui teste le monde », tandis que le plus jeune s'appelle Kehinde, ce qui signifie « celui qui est venu après ». L'histoire d'amour des Oguntoye-Adediran a commencé il y a une



Les frères sont des jumeaux fraternels, tandis que les sœurs sont des jumelles identiques. DR.

dizaine d'années, alors que les quatre étudiaient à l'université d'Ibadan. Une enseignante a dit aux frères Oguntoye qu'elle connaissait une paire de sœurs jumelles qu'ils devraient rencontrer, ce qui a éveillé leur intérêt. « Ce n'est pas que nous n'avions jamais rencontré d'autres sœurs jumelles auparavant. Nous en avons fréquenté certaines, mais parfois, ça ne marchait tout simplement pas », a déclaré Taiwo Oguntoye. Au départ, les sœurs Adediran ont refusé une mise en relation et ne répondaient pas aux appels de l'enseignante. Puis, finalement, une rencontre a été organisée. Taiwo Oguntoye, aujourd'hui au début de la quarantaine,

se souvient : « Nous sommes finalement allés leur rendre visite. Nous avons discuté, mais elles n'étaient pas intéressées par une relation à ce moment-là ».

DES ANNÉES PLUS TARD.

À la place, les quatre sont devenus amis. La vie les a cependant conduits dans des directions différentes. Les sœurs, qui poursuivaient des études de master à Ibadan, sont parties à l'étranger pour continuer leurs études, tandis que les frères ont voyagé et travaillé dans plusieurs pays, notamment aux États-Unis et en Afrique du Sud. Des années se sont écoulées avant que les frères ne reprennent contact. Au fil

du temps, malgré un certain scepticisme initial, leurs liens sont devenus indéniables. Les familles des couples étaient ravies de ces relations. Taiwo Oguntoye se souvient avoir immédiatement noué des liens avec ses beaux-parents. « Tout le monde était tellement content de nous voir que nous avons l'impression de les avoir connus toute notre vie », a-t-il déclaré. « Nous avons été traités comme des fils dans la maison de notre propre père ». De fiers parents se sont présentés avec style au mariage, où les couples ont coordonné leurs tenues. Plusieurs autres paires de jumeaux étaient présentes, ce qui n'est peut-être pas surprenant étant donné

que les mariés sont bien connus localement pour leur promotion de la culture des jumeaux. Connus sous le nom de jumeaux Oguntoye, les frères participent activement à des initiatives culturelles et touristiques. Les frères Oguntoye présentent quelques différences physiques, étant de faux jumeaux, mais leurs épouses, elles, sont identiques. « Nos femmes se ressemblent tellement que même les membres de leur famille les confondent parfois. Nous, nous ne les confondons pas, nous connaissons très bien nos propres épouses », a déclaré Kehinde Oguntoye. Les frères affirment partager des personnalités

similaires avec leurs conjointes, se décrivant comme des ambivertis - parfois réservés, parfois extravertis, selon les situations. Bien qu'ils soient très proches, les couples mariés ne vivront pas ensemble, a précisé Taiwo Oguntoye. « Nous avons notre propre plan à ce sujet, avec le temps, les gens finiront par le découvrir ». Pour l'instant, les jeunes mariés profitent d'un nouveau chapitre de leur histoire pendant des années, puis de finalement s'épanouir pour donner naissance à deux des unions dont on parle le plus dans la région.

Le pastèque a les mêmes effets que le Viagra

Est-elle excellente pour la santé et présente de nombreux bienfaits ?

La pastèque. Des chercheurs américains ont établi un parallèle elle et le Viagra, un médicament qui stimule la libido. La pastèque contient de la citrulline, une substance chimique aux propriétés similaires à celles du Viagra. Selon le ministère de la Santé britannique, le Viagra est un médicament utilisé pour traiter les troubles de l'érection

chez l'homme. Le Viagra, également connu sous le nom de sildénafil, était initialement destiné à améliorer la circulation sanguine, car son action principale consiste à dilater les vaisseaux sanguins.

AUTRES BIENFAITS.

Le Viagra agit sur les vaisseaux sanguins de la même manière que la citrulline, une substance chimique naturelle présente dans la pastèque. La citrulline contenue dans la pastèque détend les vaisseaux sanguins, améliorant ainsi la circulation. Une bonne circulation sanguine est essentielle



Le pastèque aide à stimuler la libido. DR.

à une érection satisfaisante, lorsque le sang afflue en quantité suffisante dans les veines. Cette étude a été menée par le Texas Plant Development Center, aux États-Unis. « Nous savons que la pastèque est bonne pour la santé.

Les recherches se poursuivent sur ses autres bienfaits. De nombreux aspects positifs ressortent de la consommation de pastèque », a déclaré Dr Bhimu Patel, qui a dirigé l'étude sur la pastèque. La pastèque ajoute de

l'eau au corps : il est très important que le corps humain ait suffisamment d'eau. Car même une légère déshydratation peut provoquer de la fatigue, des maux de tête, des douleurs musculaires et de l'hypertension. La pastèque est composée à 92% d'eau, le corps a besoin d'eau, il est donc bon de manger de la pastèque. Elle est utilisée pour contrôler le poids : la pastèque est peu calorique, donc même si vous en mangez beaucoup, il n'y a aucun risque de prendre du poids. La teneur élevée en eau vous rassasie plus rapidement et évite la sensation de

faim ou de suralimentation. Améliore la santé de la peau et des yeux : la couleur rouge de la pastèque est riche en caroténoïdes. Ces nutriments sont essentiels pour la peau. Il contient également des vitamines bêta-carotène, qui améliorent la santé de la peau et renforcent également la santé des yeux. Réduit le risque de cancer et de diabète : La pastèque contient également du lycopène, un produit chimique que le corps absorbe rapidement. Des études sur le lycopène montrent que ce produit chimique réduit le risque de cancer et de diabète.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AU PARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Les meilleures voitures de luxe

Cela arrive à tout le monde de rêver de conduire une voiture de luxe, une voiture haut gamme. Le rêve d'une vie : défier les lois de la gravité au volant d'un véhicule qui respire la nouveauté et inspire le respect. Ferrari, Lamborghini, Rolls-Royce, Porsche. Cabriolet, SUV de luxe ou bien coupé, des voitures d'exception.

1. BMW I7 : LA VOITURE DE LUXE 2025.

Le design extérieur ne met pas tout le monde d'accord. Mais il est indubitable que la BMW i7 est une voiture haut de gamme très impressionnante. Le clou du spectacle à l'intérieur est l'écran 8K de 31 pouces qui se replie depuis le toit derrière les sièges avant, même s'il est en option.

2. E-TRON GT : LA SPORTIVE.

Elle avait déjà impressionné à ses débuts en 2022. Elle offre toujours un intérieur magnifique, sportif et confortable ainsi qu'une accélération à vous scotcher à vos sièges. Seul bémol, la capacité limitée du coffre et des options moins généreuses que ses concurrentes. Son comportement routier de très haut de gamme est exemplaire. Le véhicule peut se comporter comme une confortable berline de luxe ou comme une voiture de sport, selon le style adopté par le conducteur. Nul doute un marché existe pour les berlines de luxe électriques.

3. RANGE ROVER SPORT : MEILLEUR SUV.

Il a été un pionnier sur le marché des SUV de luxe. Cela reste un véhicule qui impose, mais le



Ferrari, Bentley, Lamborghini, Rolls-Royce, Porsche, Mercedes S, Maserati. Cabriolet, SUV de luxe ou bien coupé. DR.



Range Rover Sport ajoute un élément plutôt rare dans cette catégorie en 2025: le facteur plaisir. Malgré sa masse de 2,3 t, il est le meilleur SUV de luxe de l'année ! Les matériaux et la technologie du Range Rover Sport ont été considérablement améliorés.

4. BENTLEY FLYING SPUR : BRITISH.

Bentley est synonyme de luxe et de performance. La Flying Spur, «petite» limousine à 4 portes de la marque britannique, ne déroge pas à la règle. Cette voiture de luxe propose au choix un moteur V6 hybride rechargeable, un V8 de 4,0 litres ou un moteur W12 de 6,0 litres. N'empêche ! Cette berline de plus de 2 tonnes effectue le 0 à 100 km/h en moins de 5 secondes. À bord, elle offre un niveau de raffinement exceptionnel.

Le confort est extrême, peu importe la vitesse à laquelle se lance la Flying Spur.

5. BMW M2 : LE LUXE SORT DE SA BOÎTE.

Elle promet des performances exceptionnelles grâce à de la puissance à revendre et une suspension réglée de façon agressive. Le caractère compact de l'habitacle et son prix élevé sont ses seuls bémols. Un retour aux sources alors que les véhicules de luxe de BMW ne cessent de gagner en taille. Une M2 pas faite pour les claustrophobes. La BMW M2 offre des performances globales supérieures grâce à un nouveau V6 en ligne biturbo de 453 chevaux.

6. MERCEDES CLASSE S : VALEUR SÛRE.

La Mercedes Classe S est de longue date une valeur sûre sur le segment des voi-

tures de luxe. C'est le maître choix pour les automobilistes à la recherche d'une expérience de silence et de raffinement impérial à bord en 2025. Sur la route, on a l'impression d'avancer en lévitation, même sur les bitumes en mauvais état.

7. PORSCHE PANAMERA 2025, ÉVOLUTION.

La Panamera actuelle existe depuis 2016, mais le dernier lifting en date lui a permis d'en sortir toute rafraîchie. Comme la Porsche 911, la Panamera sait progresser sans brûler les étapes. Évolution plutôt que révolution est le maître mot. À chaque mouture, la voiture de luxe s'améliore tout en douceur.

8. MASERATI GRANTURISMO : À L'ITALIENNE.

La Maserati GranTurismo est la voiture

de sport italienne par excellence, aussi agréable à l'œil qu'au volant. Certaines de ses rivales offrent plus de performance pour le même prix. Mais il est difficile d'égaliser le style de cette voiture de luxe italienne. Sortie l'année dernière, elle est le modèle idéal lorsqu'on cherche une voiture de luxe qui doit faire de la route en ayant des capacités supérieures à la moyenne.

9. FERRARI Purosangue 2025.

Il bouscule les codes du SUV de luxe. Son V12 de 725 chevaux propulse ce mastodonte de 0 à 100 km/h en 3,3", un record pour un 4x4. Les portes suicide arrière et la suspension active préservent l'agilité, tandis que l'intérieur mélange cuir Carbono et inserts en titane. Malgré ses dimensions, le Purosangue conserve le rugisse-

ment caractéristique des moteurs Ferrari.

10. ROLLS-ROYCE SPECTRE : LE LUXE FUTURISTE.

Aucun doute cette voiture est incroyable. Après tout, s'il y a bien une marque qui est synonyme de voitures de luxe, c'est Rolls-Royce ! Mais avec la Spectre, Rolls-Royce signe une véritable révolution : l'alliance parfaite entre le savoir-faire intemporel et la technologie électrique de demain. Première Rolls-Royce 100 % électrique, lancée en 2025, elle offre une conduite d'une douceur remarquable tout en délivrant des performances étonnantes. Loin de renier l'extravagance de ses aînés, il séduit par ses finitions sur-mesure, son habitacle feutré et ses innovations high-tech qui

réinventent le confort d'une berline de luxe.

11. LAMBORGHINI REVUELTO : LA PLUS PUISSANTE DE L'HISTOIRE.

Symbole absolu d'audace et d'exclusivité, la Lamborghini Revuelto 2025 redéfinit les codes du luxe sportif. Lancée en 2024, cette supercar hybride associe un moteur V12 à une motorisation électrique pour délivrer plus de 1000 chevaux, propulsant le véhicule de 0 à 100 km/h en moins de 3 secondes. Son design agressif, aux courbes futuristes et acérées, ainsi que sa signature technique innovante, en font un concentré d'adrénaline et de style - le rêve de tout passionné de sensations extrêmes et de prestige. La Fenomeno est la Lamborghini la plus rapide de l'histoire, elle est aussi complètement personnalisable.



Faut-il y aller ou ne pas y aller?

Environ 80% des femmes reconnaissent avoir déjà pratiqué une fellation, un chiffre qui témoigne de l'entrée dans les mœurs de cette pratique. Pourtant dans l'intimité, les avis autour de cette pratique divergent, chacun et chacune ayant sa façon, très personnelle, de l'appréhender. S'il existe autant de manières de concevoir, imaginer, pratiquer la fellation que de positions dans le Kâma Sûtra, les idées reçues la concernant sont nombreuses. Qu'en disent les sexologues?

Entre Pauline, qui déclare (« Je ne supporte pas cette pratique, ce n'est vraiment pas pour moi ») et Gwenaëlle qui explique fièrement (« J'aime la fellation, car c'est un pouvoir très jouissif que l'on a sur l'autre »), difficile, à première vue de savoir comment est réellement perçue cette pratique sexuelle. La seule conviction en ce domaine, c'est certainement que la fellation fait bel et bien partie du paysage de la sexualité des hommes/femmes, puisqu'en France, par exemple, 80,4% des femmes et 83,3% des hommes affirment l'avoir expérimentée au moins une fois dans leur vie, selon une grande enquête sur la sexualité en France. Certes, ce chiffre tombe à 52,8% chez les femmes et 56,4 chez les hommes si l'on parle d'une pratique régulière. Il n'en demeure pas moins que chacun a son idée sur la question. « La fellation doit se pratiquer avant tout avec plaisir » (Lucie) ; « je l'utilise parfois lorsque ça m'arrange. Lorsque j'ai déjà joui et que cela me suffit » (Elisa). Récemment célibataire, Cédric, quant à lui, n' imagine pas se remettre en couple s'il ne



Fellation, romantisme ou amour ? Les avis vont dans tous les sens. DR.

trouve pas « une femme ouverte sur le sujet, qui prenne un réel plaisir à me faire des gâteries ». Des témoignages montrent cependant que certains clichés ont la vie dure (la fellation serait sale, dégradante pour la femme). Nous avons confronté ces idées reçues à l'expertise d'une sexologue clinicienne et à celle d'une psychothérapeute et sexologue. Toutes deux, à leur façon, (ré)affirment qu'il n'y a pas de norme en termes de sexualité orale. Pour aller plus loin, L'Enquête sur la sexualité en France - pratiques, genre et santé - réalisée en 2006 et parue en 2008 aux éditions La Découverte demeure à ce jour l'ouvrage de référence concernant la sexualité des Français.

EN POSITION DE SOUMISSION?

« Au tout début de ma relation, je détestais faire une fellation à mon homme. Surtout en position à genoux, que je trouvais synonyme de soumission » (Mélina, 24 ans). « Le principal poncif qui touche cette pratique, selon moi, c'est que la femme serait humiliée et soumise lors de la fellation » (Carole, 52 ans). En règle générale, on ne peut pas nier que la pénétration constitue une intrusion qui peut être perçue

sous le prisme « qui pénètre domine ». Cependant, il ne faut pas s'arrêter à ce rapport simpliste, mais s'interroger sur la façon dont est pratiquée la fellation. Bien sûr, si elle est perçue comme une contrainte, il y a une domination de l'autre qui peut être ressentie comme une véritable agression. Mais si la fellation est effectuée en remerciement d'un plaisir reçu, si elle est considérée comme un jeu - tester un préservatif parfumé par exemple - alors là, tout change ! Le mot d'ordre, comme pour toute pratique sexuelle, doit être « respect et consentement » entre deux adultes. Sans oublier la communication : si l'on se sent rabaisé par l'autre dans la vie comme au lit, c'est souvent pour une raison qu'il faut chercher à comprendre. « Pour beaucoup de personnes, c'est une pratique sale qui ne serait pratiquée que par des filles faciles ou des stars du porno » (Emilia). « Il y a toujours l'idée que la fellation est quelque chose de sale... » (Aurélien, 23 ans). C'est une vieille croyance qui a la vie dure et ne se limite pas à la fellation mais concerne toutes les pratiques orales. De façon naturelle, un homme qui n'a pas une bonne hygiène intime, ou après une journée d'activités,

peut avoir une certaine odeur déplaisante pour sa ou son partenaire. Ce qui n'incite pas à la fellation. Il faut dans ce cas inviter à une petite toilette intime, quitte à jouer sur ce moment pour qu'il ne soit pas une corvée, mais plutôt un préparatif qui peut tout à fait être érotisé. Rien n'est sale dans la sexualité, tout n'est qu'une façon de se présenter à l'autre. Il faut rappeler d'ailleurs, que lorsqu'il y a excitation, tout ce qui relève de la miction, du système urinaire, est stoppé. Il ne peut pas y avoir de confusion. Si malgré cela des blocages persistent, ces derniers doivent être interrogés : Qu'est-ce qui m'empêche en tant que femme d'envisager la fellation comme une pratique sexuelle appréciable? Bien sûr, il n'y a pas d'injonction ; tous les hommes n'aiment pas forcément la fellation, pourquoi en serait-il différemment pour les femmes ? La fellation n'est pas une pratique « amoureuse », n'est pas romantique. « La technique de fellation m'horripile. C'est le contraire de l'élégance et du romantisme » (Sylvie). « L'image que renvoie la fellation me gêne, très rapidement j'ai peur de faire prostituée, ce n'est pas très romantique... » (Athénaïs, 22 ans).

Romantisme et sexualité sont, globalement, deux mondes différents qui n'ont pas forcément grand-chose à voir ensemble. Dans une sexualité partagée, nous nous plaçons plus volontiers dans l'animalité, dans des rapports de dons et contre-dons parfois très loin du registre « intellectuel ». La fellation est une pratique sexuelle comme une autre : si j'aime cela et que je veux donner du plaisir à mon/ma partenaire, la question de la romance ne se pose même pas. En revanche, si j'éprouve du dégoût et que je me force pour faire plaisir, ma relation à cette pratique va forcément se charger de considérations négatives. Le romantisme est important, c'est sûr, mais au lit, il faut essayer de se départir de ces considérations pour se libérer et ne pas se complexer. Mais, c'est vrai, tout dépend de comment la fellation est envisagée ! Si c'est une corvée en effet, le romantisme est rarement au rendez-vous. Mais si c'est une invitation, un petit jeu mis en place entre les deux partenaires... Au fait, qui pourrait considérer cette pratique comme non-amoureuse ? Même pour quelqu'un qui serait réticent à la fellation, mettre en place une forme de jeu, de défi

ou encore de rendez-vous érotique peut décomplexer et amener à envisager de façon plus détendue le passage à la pratique.

NORMALITÉ? ERREUR.

Tentons d'aller plus loin. La fellation peut-elle constituer un substitut à la pénétration ? Ci-après, l'avis d'une sexologue et psychanalyste. La fellation me dégoûte, ce n'est pas normal. « Impossible pour moi de m'adonner à la fellation, le goût me révolte » (Marjorie, 28 ans). « Je n'aime tout simplement pas, cela m'écoeure et me dégoûte. Aucune de mes amies ne me comprend, comme si j'étais la seule » (Marie, 33 ans). Parler de normalité dans le domaine de la sexualité est une erreur. Si l'on éprouve du dégoût pour telle ou telle pratique, il faut essayer de comprendre d'où émane ce sentiment désagréable : si c'est parce que c'est le même organe qui sert à la miction, si c'est parce que le sperme a un goût particulier. Interroger son histoire permet souvent de comprendre l'origine de ce blocage : la première pratique a peut-être été un moment gênant, l'éducation ou les croyances peuvent aussi entrer en ligne de compte. Mais l'important à retenir c'est que s'il y a dégoût, il ne faut pas se forcer, s'obliger à telle ou telle pratique pour faire plaisir à l'autre. Il convient plutôt d'interroger ce dégoût, ce ressenti physique sans se juger. Il faut bien comprendre qu'en termes de sexualité des limites peuvent exister. Une sexualité épanouie ne signifie pas « tout faire » malgré les impératifs contemporains de performance, d'injonction de sexualité décomplexée... Ne pas provoquer l'orgasme de son partenaire est synonyme de mauvaise fellation. « L'idée même de me retrouver avec du sperme dans la

bouche me dégoûte, et je ne pense pas être la seule femme à aimer la fellation mais à avoir du mal à aller jusqu'à l'orgasme de mon conjoint... » (Lucie). « J'ai toujours été un peu contrarié que mes différentes partenaires ne poussent pas la pratique jusqu'à l'orgasme. Pour le moment, fellation équivaut pour moi à frustration » (Antoine, 27 ans). Il faut partir ici d'un constat simple : les femmes n'ont pas de pénis et, de ce fait, ne peuvent pas savoir ce qui peut procurer le plus de plaisir à l'homme. Et même dans les pratiques homosexuelles, les attentes ne sont pas les mêmes. On peut connaître des techniques bien sûr, mais chaque homme étant différent, chacun va ressentir la caresse orale d'une façon différente. L'homme peut alors dialoguer avec sa ou son partenaire pour le guider : en termes de rythme, de pression, de localisation. Cela peut être enrichissant de savoir ce que l'autre préfère, mais en aucun cas, il ne s'agit d'une compétition dont le but serait la performance avec pour but ultime : l'éjaculation. Il faut souligner qu'il y a des hommes qui ne peuvent atteindre l'orgasme de cette façon-là. Une bouche n'aura jamais exactement la même pression, le même contact, qu'une main ou un sexe féminin par exemple. La bouche, organe du plaisir ? Des sexologues invitent à ne pas restreindre le sexe oral aux pratiques oro-génitales. « Dès que l'on évoque le sexe oral, on pense immédiatement : fellation, cunnilingus ou anulingus. C'est mettre de côté une très grande partie des fonctions sensuelles de la bouche ! Elle est également là pour embrasser, mordre, caresser, dévorer l'autre. La bouche est l'organe érotique par excellence et il faut la considérer comme une alliée de choix vers le plaisir ».

Effondrement d'immeubles au Venezuela



après avoir proposé 150 millions de dollars et envoyé deux navires de guerre, des avions de transport et des hélicoptères pour soutenir le pays. La présidente par intérim, Delcy Rodríguez, a été huée, vendredi 26 juin 2026, près d'un immeuble effondré dans un quartier aisé de Caracas. Le gouvernement vénézuélien est ouvertement critiqué pour sa réponse à la catastrophe, certains l'accusant de délaisser les populations dans leur recherche des disparus. D'après les données de l'institut américain United States Geological Survey (USGS), le séisme de 7,5 est le plus puissant depuis 1900 à frapper le Venezuela, pays de près de 30 millions d'habitants à l'économie en crise depuis des années. Signe de la gravité de la situation, les États-Unis ont annoncé l'envoi immédiat de secouristes et d'aide humanitaire au Venezuela. « Nous serons aux côtés de nos nouveaux et formidables amis », a assuré le président américain, Donald Trump, tandis que Mme Rodríguez a salué la « solidarité » américaine après s'être entretenue au téléphone avec le secrétaire d'État, Marco Rubio.

avec AGENCES ■

Des appartements dans un immeuble endommagé à la suite du tremblement de terre de Catia La Mar. AFP.

Au moins 1.430 personnes sont décédées en raison du double séisme d'une puissance inégale en plus d'un siècle survenu mercredi 24 juin au Venezuela, selon un nouveau bilan des autorités publié samedi 27 juin par le président du Parlement monocaméral Jorge Rodríguez.

Le bilan de ce double séisme qui a provoqué l'effondrement de dizaines d'immeubles au Venezuela pourrait rapidement s'aggraver, le responsable humanitaire de l'ONU estimant que plus de 50.000 personnes sont encore disparues. Les Nations unies ont estimé que

près de sept millions de personnes seraient affectées par la catastrophe. Deux séismes de magnitude 7,2 puis 7,5 ont secoué le Venezuela. Mais le bilan de 1.430 morts et plusieurs milliers de blessés pourrait encore s'aggraver au fil des recherches des secouristes.

LE PLUS PUISSANT SÉISME DEPUIS 1900.

Selon l'agence onusienne de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), « jusqu'à 6,76 millions de personnes pourraient avoir été touchées par les séismes dévastateurs qui ont frappé le Venezuela », dont deux millions rien qu'à Caracas, La zone la plus durement touchée est la région de La Guaira,

au nord de la capitale Caracas, où se trouvent notamment l'aéroport international de Maiquetia qui a été fermé, car endommagé, et la ville côtière de Catia La Mar, où plusieurs immeubles sont tombés. Dans cette ville plongée dans le noir par les coupures d'électricité, un reporter de presse a vu des habitants déblayer des immeubles réduits à des tas de gravats à la lueur de lampes torches, en criant les noms de leurs proches pris au piège. Lisbeth Vázquez, 37 ans, raconte la scène « chaotique » où les siens se sont échappés in extremis par les fenêtres de l'appartement familial alors que l'immeuble était « en train de s'enfoncer complètement » dans le sol. « C'était terrifiant », dit-elle : « Des voisins des

étages inférieurs sont ensevelis, on essaie de les sortir ». « Il ne nous reste plus rien. Pour l'instant, nous n'avons rien, pas même la force ni le courage d'entrer là-dedans », souffle Larry Rojas, un habitant de 49 ans, devant un tas de décombres où se trouvent des proches ensevelis. De nombreux habitants dénoncent l'absence d'assistance des autorités et le manque d'informations officielles. Trois jours après les séismes les plus dévastateurs enregistrés au Venezuela depuis 1900, des équipes internationales de recherche et de sauvetage d'au moins 17 pays ont commencé à apporter leur aide. Les États-Unis ont annoncé vendredi qu'ils déploieraient une équipe de 250 personnes sur place,

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2026 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.



Andy Burnham, le prochain Premier ministre britannique

Maire de Manchester depuis 2017, populaire, Andy Burnham est le grand favori pour prendre la tête du Parti travailliste après la démission de Keir Starmer.

C'est pendant la crise du Covid, en 2020, que le surnom « roi du Nord » d'Andy Burnham (photo) s'est forgé. Il accuse le gouvernement de mépris envers les régions du Nord, en



leur imposant des mesures de confinement plus restrictives qu'ailleurs. La comparaison avec Jon Snow, le roi du Nord de Game of Thrones, s'impose d'elle-même dans la presse britannique - et ne l'a plus quitté depuis. Comment s'est imposé comme favori pour remplacer le Premier ministre britannique? Andy Burnham a été élu maire de Manchester, deuxième ville du pays, en 2017, et s'est fait tatouer sur le bras une abeille ouvrière - symbole de

la ville meurtrie par l'attentat de la même année. À 56 ans, reconnaissable à ses lunettes noires à grosse monture, l' élu travailliste est aujourd'hui l'homme politique le plus aimé du Royaume-Uni. Il a été réélu deux fois à la tête d'une ville dont la croissance économique dépasse celle du reste du pays. Sa principale réussite, et sa vraie signature politique : la remise sous contrôle public des transports - bus, tramways, trains - à tarif abordable.